

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
Travail – Justice - Solidarité



MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE

**PLAN D'INVESTISSEMENT DU SECTEUR DE LA PECHE ET
DE L'AQUACULTURE EN GUINEE 2016 -2020**

Rapport final

Dr Mohamed Lemine OULD NAFFA, Consultant international

Mr Mody Hady DIALLO, Consultant national



Décembre 2015

Sommaire

Liste des acronymes	4
Résumé exécutif	5
I- Introduction générale au secteur de la pêche et de l'aquaculture en Guinée	8
I-1 Les ressources exploitables	8
I- 2 L'activité de Pêche.....	11
II-Analyse des opportunités et contraintes du secteur	13
II-1 Opportunités du secteur de la pêche et de l'aquaculture	13
II-2 Contraintes du secteur de la pêche et de l'aquaculture	13
III- Eléments de cadrage avec la politique panafricaine et la stratégie sectorielle	16
III- 1 Liens avec la politique africaine	16
III- 2 Cadrage avec la politique sectorielle.....	17
IV- Présentation du plan d'investissement pour le développement du secteur de la Pêche et de l'Aquaculture en Guinée (PISPAG).....	18
IV-1 Objectifs du Plan	18
IV-2 Composantes du plan d'investissement, programmes et projets	18
IV-2.1-Renforcement de la gouvernance et gestion durable des ressources	18
IV-2.2 Développement de la Pêche maritime	20
IV-2.3-Développement de la pêche continentale	23
V-2.4 Développement de l'aquaculture et de la pisciculture	24
IV-2.5 Développement de la consommation intérieure de poisson	25
IV-2.6 Promotion des produits de pêche	26
IV-3 Actions transversales	28
V- Approche de financement du plan	32
V-1 Les financements nationaux	34
V-2 Les financements privés.....	38
V-3 Les financements des partenaires	40
V-3.1 Les partenaires techniques et financiers du secteur	40

V-3.2 Les financements mobilisés et projets en cours	41
V-3.3 Les positionnements existants	45
V- 4 Analyse des gaps de financement et identification de bailleurs potentiels	46
V- 5 Evaluation détaillée des besoins d'investissement.....	51
VI – Mécanismes de mise en œuvre du plan d'investissement	54
VI-1 Renforcement de la coordination interministérielle	54
VI-2 Renforcement de la coordination des services du MPA.....	55
VI-3 Renforcement de la concertation avec les PTF du secteur.....	56
VI-4 Approches de mobilisation des financements.....	57
VII - Analyse des risques de mise en œuvre et mesures de mitigation.....	57
VII-1 Les principaux risques potentiels de mise en œuvre du Plan d'Investissement	57
VII-2 Mesures de mitigation envisagées	58
VIII – Conclusions et recommandations	60

Liste des acronymes

ANAP	Agence Nationale pour la Promotion des Activités de Pêche
APIP	Agence pour la Promotion des Investissements Privés
BSD	Bureau de Stratégie et de Développement
CSRP	Commission Sous - Régionale des Pêches
CNOPG	Confédération Nationale des Organisations des Pêcheurs de Guinée
CNS	Comité National de Suivi
CNSHB	Centre National de Recherche Halieutique de Boussoura
CNSP	Centre National de Surveillance et de Protection des Pêches
CONAPEG	Confédération Nationale des Pêcheurs Guinéens
DAAF	Direction des Affaires Administratives et Financières
DNPCA	Direction Nationale de la Pêche Continentale et de l'Aquaculture
DNP	Direction Nationale de la Pisciculture
DNPM	Direction Nationale de la Pêche Maritime
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
FAO	Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
GIZ	Coopération Technique Allemande
KfW	Coopération Financière Allemande
LPDPA	Lettre de Politique de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture
MPA	Ministère des Pêches et de l'Aquaculture
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
ONP	Observatoire National des pêches
ONSPA	Office National de Contrôle Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture
PIB	Produit Intérieur Brut
PISPAG	Plan d'Investissement pour le développement du secteur de la Pêche et de l'Aquaculture
PNB	Produit National Brut
PNIASA	Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PRAO	Programme Régional des Pêches en Afrique de l'Ouest
UA	Union Africaine
UE	Union Européenne
VMS	Système de Surveillance par Satellite des navires
ZEE	Zone Economique Exclusive

Résumé exécutif

En termes de création de richesses, de contributions possibles aux recettes publiques, à l'équilibre du commerce extérieur et de création d'emplois, le secteur des pêches et de l'aquaculture représente potentiellement un secteur important de l'économie guinéenne, sur lequel les pouvoirs publics fondent de réels espoirs.

Face à la tendance de pleine exploitation des principaux stocks halieutiques commerciaux de la ZEE guinéenne, à la faible valorisation des potentiels en pêche continentale et en pisciculture, ce secteur semble en retrait par rapport au rôle qu'il pourrait jouer en termes économique et social.

Dans cette situation, les progrès à réaliser sont davantage dans l'amélioration de l'efficacité économique de la pêche maritime, la promotion de la valorisation locale, la reprise des exportations vers les marchés les plus porteurs, une plus grande connaissance des marchés mondiaux et des produits pouvant y être placés aux meilleurs prix et aussi la valorisation du potentiel piscicole important et de la pêche continentale dans et aux abords des nombreux cours d'eau de la Guinée.

L'atteinte de ces objectifs passe immanquablement, pour la pêche maritime, par l'ajustement durable des investissements productifs en mer et à terre à la disponibilité des ressources halieutiques et la promotion des investissements autant que l'encadrement des activités en pêche continentale et en aquaculture.

Si les connaissances sur la situation des principaux stocks halieutiques et les efforts de contrôle et de surveillance semblent progresser, il n'en demeure pas moins que leur renforcement revêt un caractère obligatoire pour la durabilité de l'exploitation de la ressource.

Une autre urgence réelle réside dans les efforts prioritaires à mettre en œuvre pour le renforcement de la mise aux normes et du contrôle sanitaire des produits de pêche.

Aussi, des investissements massifs dans les moyens de débarquement, de conservation et de traitement des produits semblent nécessaires pour envisager une réelle intégration du secteur à l'économie guinéenne, seule garant de l'amélioration de sa contribution au PIB et à l'emploi.

Par ailleurs, le système de collecte des données et statistiques, s'il n'est pas convenablement promu, ne permettra pas rapidement la mobilisation de données fiables sur la situation et la contribution du secteur à l'économie nationale, empêchant du même coup, la mesure du degré d'atteinte éventuelle des objectifs visés par la nouvelle stratégie du secteur dont l'actuel plan d'investissement est un outil de mise en œuvre.

Un puissant programme de renforcement des capacités aussi bien de l'administration que des autres acteurs semble aussi représenter un enjeu de taille pour les prochaines années. Sans cela, la mise en œuvre de la stratégie risque de pâtir fortement.

Pour répondre aux nouvelles orientations politiques du Gouvernement, traduites dans les états généraux de 2013, en harmonie avec les documents d'orientation de la politique africaine du secteur et consolidées dans la stratégie, les besoins prioritaires sont identifiés dans ce Plan

d'investissement, dont le financement global est estimé à 2080,5 milliards de Francs Guinéens, soit l'équivalent de 270 millions de \$USD environ, sur la période 2016-2020.

Ce Plan d'Investissement regroupe un ensemble de 19 Programmes et Projets spécifiques et 4 Programmes ou actions transversales, structurés au sein de 6 composantes essentielles :

- Composante 1 : Amélioration de la gouvernance et gestion durable des pêcheries
- Composante 2 : Promotion de la Pêche maritime
- Composante 3 : Développement de la pêche continentale
- Composante 4 : Développement de l'aquaculture et de la pisciculture
- Composante 5 : Développement de la consommation intérieure de poisson
- Composante 6 : Promotion des produits de pêches

Les actions transversales viennent en appuis communs à l'ensemble des composantes et consacrent une remise à niveau du secteur, indispensable à son essor.

Il est attendu de la mise en œuvre de ce plan d'investissement à l'horizon 2020 un fort impact sur la croissance économique durable, à la fois en termes de valeur ajoutée additionnelle créée aussi bien au niveau de l'activité de pêche que sur l'aval des filières de transformation /commercialisation, mais aussi sur l'accroissement de recettes au Trésor public.

L'accroissement de la valeur de la production du fait de la reconstitution des stocks maritimes et d'une meilleure valorisation des prises accessoires, l'intensification du débarquement et de la valorisation des produits débarqués contribueront aussi à promouvoir sensiblement la valeur des exportations avec une forte incidence sur la balance commerciale et l'apport en devises.

Des études complémentaires seront, sans doute, nécessaires pour mesurer avec précision l'amplitude des impacts positifs, ce que cette étude, portant sur une courte période n'a pas permis.

Les retombées sociales escomptées de ces investissements concerneront également l'augmentation du volume des emplois sur l'aval des filières de valorisation des produits, ainsi qu'au niveau de la pêche continentale et de l'aquaculture.

Enfin, en matière de renforcement de la sécurité alimentaire des populations, les investissements envisagés permettront d'accroître sensiblement la distribution de poisson dans les régions de l'intérieur du Pays, offrant plus de poisson, dans de meilleures conditions d'hygiène, renforçant ainsi les conditions sanitaires des populations guinéennes.

A ce jour, il est possible d'évaluer les financements acquis à près de 59 millions USD, tous financements confondus, Etat et bailleurs, soit près de 22% des besoins globaux. Il reste donc à mobiliser une enveloppe de près de 212 millions de dollars représentant 78% de ces besoins de financement.

Dans ce cadre, la Guinée semble pouvoir compter sur l'attrait de ses ressources, leur diversité et une dynamique de portance régionale et continentale importante.

Les pouvoirs publics affichent une volonté ferme d'accompagnement qui est un atout réel, devant être accompagné par une dynamique de concertation et de coordination en interne au Département, avec les Ministères impliqués ainsi qu'un puissant cadre de mobilisation des partenaires techniques et financiers autour du secteur.

I- Introduction générale au secteur de la pêche et de l'aquaculture en Guinée

En Guinée, le secteur de la pêche et de l'aquaculture est identifié comme un segment important de l'activité socioéconomique, pouvant contribuer à la croissance économique du pays, à l'amélioration des recettes de l'Etat, à la réduction de la pauvreté, à la création d'emplois et à la sécurité alimentaire des populations.

Dans ce qui suit, nous présenterons d'abord les ressources existantes, avant d'examiner leurs conditions d'exploitations et d'analyser finement les atouts et contraintes qui entravent le développement de ce secteur dont le présent document constitue le plan d'investissement pour les prochaines années, pilier de mise en œuvre de sa stratégie sectorielle.

I-1 Les ressources exploitables

I-1.1 Ressources maritimes

La Guinée dispose d'un vaste plateau continental avec une superficie estimée à 56 000 km² et une largeur d'environ 100 miles. L'essentiel des ressources halieutiques se situe dans des profondeurs de 0 à 15 m, ne dépassant que rarement la zone des 12 miles nautiques.

Le potentiel halieutique, exploitable de façon durable, est estimé globalement entre 150.000 et 250.000 tonnes de poissons par an.

Ces ressources sont composées de quatre grands groupes d'espèces :

- les poissons pélagiques, avec un potentiel exploitable d'environ 150 000 tonnes par an ;
- les poissons démersaux, avec un potentiel exploitable de l'ordre de 33 000 tonnes par an ;
- les céphalopodes, avec un potentiel avoisinant les 10 000 tonnes par an et
- les crevettes dont le potentiel exploitable serait de l'ordre de 4 500 tonnes par an.

En ce qui concerne l'état des ressources, la dernière campagne d'évaluation des ressources démersales poissonnières réalisée par le CNSHB en 2012, indique une situation de surexploitation avec pour conséquence une baisse significative de l'indice d'abondance des ressources côtières qui serait passé de 257 kg pour 30 minutes de chalutage en 1985 à moins de 65 kg pour 30 minutes de chalutage en 2012.

Par ailleurs, les résultats du Groupe de travail COPACE, sur les démersaux du Sud tenu à Freetown en Sierra Léone ont indiqué que de nombreuses espèces seraient pleinement exploitées à surexploitées.

De manière générale, une baisse des prises par unité d'effort est observée pour tous les stocks, autres que les petits pélagiques. Les indices d'abondance montrent une tendance commune à la surexploitation dont le niveau d'intensité varie d'un stock à un autre.

Pour des espèces à longue durée de vie comme les sélaciens (raies et requins), ces indices sont encore plus alarmants à cause de leur faible fécondité, de leur croissance lente et de l'importance des captures accessoires par des pêcheries ciblant d'autres espèces.

Ainsi, pendant les deux dernières décennies, les systèmes de gestion adoptés ont conduit à la surexploitation de la plupart des ressources halieutiques maritimes et continentales et à la dégradation progressive des potentiels exploitables.

De plus, les conditions générales de l'exploitation ont abouti à la suspension des exportations notamment vers les marchés les plus rémunérateurs affaiblissant par la même occasion les retombées globales du secteur et son attractivité pour les promoteurs, notamment locaux.

Cette situation est devenue, avec le temps, une préoccupation majeure pour les pouvoirs publics.

Pour inverser cette tendance, le Gouvernement avec l'appui de partenaires au développement a consenti d'importants efforts à travers la mise en place d'un cadre institutionnel et réglementaire devant faciliter l'application des plans d'aménagement et la gestion durable du secteur.

Les résultats obtenus restent encore mitigés. Il est alors important de renforcer l'investigation scientifique pour une meilleure connaissance de la ressource, d'établir un cadre de concertation associant toutes les parties prenantes en vue de trouver des solutions appropriées pour une gestion durable, de renforcer les capacités globales de gestion du secteur et de promouvoir les conditions de valorisation des produits (systèmes de qualité, procédés de valorisation, moyens de débarquement, etc.).

Il faut noter que la pêche maritime constitue la principale source d'approvisionnement en poisson des populations guinéennes. Dans ce cadre, la pêche artisanale contribue à hauteur de 60%, la pêche industrielle à hauteur de 25% et les importations pour environ 15%.

I-1.2 Les ressources continentales

La Guinée est traversée par trois fleuves importants le Niger, le Sénégal et la Gambie. Les ressources en eau de la Guinée sont constituées de 6.250 km de réseau fluvial avec 1.161 cours d'eau comprenant 23 bassins fluviaux.

Environ 12% de la superficie totale du pays se trouve dans le bassin du fleuve Sénégal, 39% dans le bassin du Niger et 49% dans les bassins côtiers.

A l'heure actuelle, seul le bassin du haut Niger en Haute Guinée a fait l'objet d'études systématiques visant la détermination du potentiel de pêche. Dans cette zone il est estimé qu'annuellement plus de 12 000 tonnes de poissons peuvent être pêchées, sous réserve d'une pluviosité normale et donc d'une inondation suffisante.

Pour le reste du pays, il convient de conduire des études similaires pour mieux appréhender l'importance économique et sociale de ce sous-secteur.

Le potentiel est pleinement exploité voire même surexploité dans le bassin du Niger sauf dans les endroits ayant connu l'onchocercose, qui a entraîné un déplacement forcé des populations et pêcheurs vers d'autres zones indemnes.

Par contre, sur les fleuves Sénégal et Gambie la ressource dulcicole est sous exploitée, à cause de l'enclavement des zones de pêche et du fait que l'activité est reléguée au second plan par les populations plutôt orientées vers l'agriculture et le commerce.

I-1.3 L'aquaculture

Les captures maritimes connaissent une baisse considérable, due à la pression sur la ressource et ses incidences, à la pêche illicite non déclarée et non réglementée.

De même, les mauvaises pratiques au niveau de la pêche continentale contribuent à la diminution des quantités pêchées et à la dégradation de l'environnement fluvial.

Cet ensemble de facteurs influe négativement sur la disponibilité des produits halieutiques et donc sur l'approvisionnement des populations.

Cette situation expliquerait en partie le faible niveau de consommation moyenne par habitant évalué à 13 kg par habitant et par an en 2012 contre 11 kg par habitant et par an en 1998, largement en retrait par rapport aux prévisions de l'ordre de 17 kg par habitant et par an pour 2015. Face à cette situation, le développement de l'aquaculture s'impose comme une nécessité et l'alternative incontournable pour la satisfaction durable de la demande des populations en poissons. Surtout que le pays dispose de grandes superficies des terres où le contrôle de l'eau est possible, évaluées à 520 000 ha, dont 140 000 ha de terres en mangrove et arrière mangrove, 200 000 ha de plaines alluviales fluviales et 180 000 ha de bas-fonds.

Les expériences aquacoles développées en Guinée pendant les deux dernières décennies sont les suivantes :

a)- Crevetticulture

Une expérience importante dans ce domaine a été menée. Ainsi, un important projet d'aquaculture de crevette de Koba (SAKOB) a été mis en œuvre pendant plus de 8 ans à travers deux volets, un volet villageois et un volet industriel. Il comporte aussi la réalisation d'infrastructures (une éclosierie localisée à Tamara, une ferme d'élevage et une unité de conditionnement de crevettes localisées à Koba).

Le projet a été opérationnel pendant environ huit (8) ans, et suite à une conjonction de problèmes, la production fut arrêtée et la société fermée.

Depuis, d'autres tentatives de reprises ont eu lieu, qui sont globalement infructueuses ; même si certains acquis existent encore (notamment l'éclosierie de Tamara) qui peuvent être utilisées pour l'élevage d'autres espèces.

b)- Pisciculture

Entre 1986 et 2012, des actions pilotes de pisciculture ont été mises en œuvre, essentiellement en Guinée forestière, zone à pluviométrie très abondante (10 mois sur 12 dans l'année).

Sur une dizaine d'actions pilotes, seul le projet de pisciculture en Guinée Forestière, financé par l'AFD, a une vocation essentiellement piscicole et cette action se poursuit dans sa seconde phase sous la dénomination de Projet de Développement de la Rizipisciculture en Guinée Forestière.

La pisciculture est pratiquée par environ 3050 pisciculteurs sur la base du système extensif dans les étangs en terre et, de façon saisonnière, dans les mares et retenues par des communautés villageoises.

La production annuelle de pisciculture est estimée à 200 tonnes, avec une moyenne par hectare variable de 1,5 t pour les étangs, 1 t pour les mares et 0,5 t pour les retenues.

Les techniques de production sont axées sur la polyculture et l'association de la pisciculture avec d'autres élevages (porciculture, notamment) et avec la culture du riz. Cette combinaison riz et poissons dans les étangs (rizipisciculture) testée en Guinée Forestière, permet de produire 1 tonne de poissons et 2,5 tonnes de riz par hectare.

En ce qui concerne l'organisation professionnelle, on note l'existence d'une structure professionnelle piscicole opérationnelle basée en Guinée Forestière, la Fédération Régionale des rizipisciculteurs de la Guinée Forestière, affiliée à la Confédération Nationale des Pêcheurs de Guinée (CONAPEG) et à la Confédération Nationale des Organisations Paysannes de Guinée (CNOGP).

Le MPA a réalisé aussi des actions piscicoles en 2012 en basse Guinée, en moyenne et en haute Guinée.

I- 2 L'activité de Pêche

L'activité de pêche en Guinée est essentiellement maritime. Il est d'usage de la subdiviser principalement en pêche artisanale maritime et en pêche industrielle maritime.

I.2.1 - La pêche artisanale maritime

La pêche artisanale maritime est pratiquée avec plus de 6000 pirogues opérant sur les eaux guinéennes et offre des débarquements dépassant les 50 000 tonnes par an, supérieurs à ceux des autres sous-secteurs (pêche industrielle, pêche continentale et pisciculture).

Ainsi, elle contribue de manière significative à la sécurité alimentaire des populations, assure l'approvisionnement des unités de traitement de poisson destiné à l'exportation et celles de la filière traditionnelle de transformation (fumage, séchage, salage).

La pêche artisanale est également pourvoyeuse de nombreux emplois, qui contribuent à résorber le chômage dans le pays. Ainsi, son rôle économique et aussi social apparaissent très importants.

Pendant longtemps, la pêche artisanale maritime a été considérée comme étant une pêche ne causant pas de réels dommages à la ressource.

Contrairement à cette perception, la pêche artisanale maritime a contribué à la surexploitation des principales ressources halieutiques au cours des trois dernières décennies, à travers notamment, le triplement du parc piroguier, l'accroissement de la capacité nominale des unités, la démultiplication des points de débarquements, avec plus de 120 débarcadères installés sur la côte, le non respect de bonnes pratiques notamment en matière de matériel de pêche, la destruction des environnements écosystémiques marins et côtiers manifestée notamment par la baisse drastique des indices d'abondance des principales espèces, la limitation des rendements et de la rentabilité des unités de pêche.

I.2.2 - La pêche industrielle

La pêche industrielle guinéenne est pratiquée par une flotte composée de bateaux céphalopodiers, crevettiers, poissonniers démersaux et poissonniers pélagiques essentiellement étrangers. Ces dernières années le nombre global de navires opérant dans les eaux guinéennes est en retrait et se situe à environ une centaine de navires.

Les licences de pêche sont octroyées en regard de l'espèce cible, les caractéristiques techniques du navire, le type de pêche, le statut des navires et la durée de l'activité de pêche.

Les débarquements de poissons effectués par les navires en Guinée sont estimés en moyenne à 45 000 tonnes par an, soit près de 50% des captures totales avoisinant les 100 000 tonnes ces dernières années.

Il faut noter ici la rareté relative d'informations actualisées sur le secteur comparativement à la situation dans d'autres pays de la sous-région.

En somme, les ressources halieutiques guinéennes, sont pour l'instant, essentiellement maritimes, avec une situation d'exploitation peu durable, des conditions de valorisation critiques.

Il faut noter aussi l'existence d'un potentiel continental prometteur, si l'on en juge par l'importance et la diversification des ressources hydriques, mais ce potentiel est encore faiblement valorisé.

En plus, on note de réelles perspectives d'aquaculture et de pisciculture qui doivent être davantage encadrées pour améliorer l'offre de poisson susceptible d'accroître la consommation de poisson par les populations guinéennes et promouvoir le rôle du secteur au sein de l'économie nationale.

Globalement, la valeur des pêcheries guinéennes, toutes ressources confondues, peut être estimée, en première vente, à environ 350 millions de dollars par an.

Si la valorisation locale est accrue, les retombées économiques du secteur peuvent encore être notablement accrues, ce qui pourrait engendrer un impact social considérable en termes d'emploi et d'amélioration de la sécurité alimentaire des populations.

Le plan d'investissement en élaboration doit tenir en considérations ces données préliminaires essentielles.

II-Analyse des opportunités et contraintes du secteur

L'analyse des opportunités et des contraintes est une tâche importante, préalable à la définition de tout plan d'investissement censé raffermir les atouts et aider à lever les handicaps au développement du secteur envisagé.

Les opportunités et contraintes du secteur de la pêche et de l'aquaculture guinéen peuvent être déclinées ainsi qu'il suit

II-1 Opportunités du secteur de la pêche et de l'aquaculture

Parmi les opportunités du secteur, on peut citer, entre autres :

- ✓ L'existence d'un important potentiel halieutique maritime et continental ;
- ✓ L'existence d'un cadre juridique et institutionnel ;
- ✓ L'existence d'organisations professionnelles de pêche et d'aquaculture ;
- ✓ L'existence bien que vétustes et en nombre insuffisant, d'infrastructures de base et d'équipement de pêche et d'aquaculture ;
- ✓ L'existence d'établissements de production, de traitement et de commercialisation ;
- ✓ L'existence de marchés intérieur et régional importants ;
- ✓ L'existence d'une demande importante en produits piscicoles locaux soutenant l'émergence de filières locales.
- ✓ L'attention particulière du gouvernement, ainsi que des partenaires au développement et des organisations de la société civile portée à ce secteur du fait de son rôle économique et social essentiel ;

II-2 Contraintes du secteur de la pêche et de l'aquaculture

Les principales contraintes auxquelles le secteur de la pêche et de l'aquaculture est confronté sont de divers niveaux :

Au niveau des ressources et écosystèmes, on peut citer :

- La baisse de l'abondance des ressources halieutiques ;

- La surexploitation des stocks démersaux ;
- La perturbation du biotope par l'effet combiné de la pollution industrielle minière, des incursions répétées des navires industriels dans la zone réservée à la pêche artisanale, de la destruction de la mangrove (principale nurserie de la côte guinéenne).

Au niveau des pratiques de pêche, on peut citer :

- Le développement excessif de la capacité de pêche (industrielle et artisanale) ;
- L'importance de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée
- L'importance des conflits entre pêche industrielle et pêche artisanale en raison de l'incursion des navires industriels en zone réservée à la pêche artisanale.

Au niveau de la gestion et de la gouvernance, on peut citer :

- L'insuffisance de cohérence entre la stratégie et les mesures de régulation du secteur ;
- L'insuffisance des structures et de leurs mécanismes de concertation entre la recherche, l'administration, la profession et les ONG ;
- L'insuffisance de la coordination et de la circulation de l'information entre les acteurs concernés ;

Au niveau de la valorisation des produits de la pêche, on peut citer :

- L'insuffisance d'infrastructures d'accueil : ports, quais, équipements de froid, etc. ;
- L'insuffisance de structures de traitement des produits et du contrôle sanitaire qui constituent une menace pour les exportations.
- Le manque de matériels et d'intrants de pêche, cherté du poisson, l'éloignement des ports d'attache, faiblesse des fonds de roulement, manque de matériels de fumage, cherté des intrants, nature inappropriée des lieux de fumage, conditions pénibles de transport du poisson, etc.

Au niveau du cadre institutionnel, on peut citer :

- Le cadre institutionnel inadapté par l'absence d'une clarification insuffisante des rôles de l'Etat et des acteurs non étatiques ;
- L'insuffisance de la définition de l'organisation et des attributions des structures publiques déconcentrées ;
- La forte concentration du personnel de la pêche et de l'aquaculture au niveau central au détriment des services déconcentrés ;
- La faiblesse des moyens de fonctionnement ;
- La faiblesse des capacités du secteur privé et du système de crédit;

- La faible capacité en gestion des organisations associatives faîtières.

Au niveau de la pêche continentale et de l'aquaculture, on peut citer :

- Le manque de données fiables sur le sous secteur ;
- La faiblesse des investissements dans le sous secteur ;
- L'insuffisance du personnel dans les services déconcentrés pour l'encadrement des pêcheurs et pisciculteurs ;
- La faiblesse de la structuration des organisations des pêcheurs continentaux ;
- Le manque d'intrants de pêche et d'aquaculture ;
- L'enclavement de certaines zones de production ;
- La difficulté d'accès au foncier notamment pour l'aquaculture.

Par ailleurs, l'administration des pêches est caractérisée par :

- La faiblesse des capacités de conception et de suivi-évaluation des politiques et programmes au niveau des structures du Ministère ;
- La forte concentration du personnel de l'administration au niveau des services centraux (90 % au niveau central contre 10 % à l'intérieur du pays) ;
- L'absence d'un plan de renforcement des capacités des ressources humaines ;
- L'inadéquation entre les postes d'affectation et les profils ;
- La faiblesse des capacités opérationnelles liées aux ressources humaines, aux équipements et matériels d'analyses, de logistique et aux moyens financiers ;

Quant aux organisations professionnelles, elles souffrent de :

- La faiblesse de la maîtrise des techniques de captures ;
- La faiblesse des capacités organisationnelles et de gestion ;
- La faiblesse des capacités de management, de négociation ;
- L'insuffisance des informations relatives aux marchés internationaux et plus généralement aux capacités de placement des produits ;

Au regard de cette situation, il ressort un réel besoin de restructuration des services de l'administration des pêches en redéfinissant leurs missions et leur fonctionnement afin de les rendre plus opérationnels.

Pour accroître l'efficacité des producteurs, leur permettre de maximiser leurs revenus et de participer au développement durable du secteur et du pays, il est indispensable de promouvoir à plusieurs niveaux le renforcement de leurs capacités.

III- Éléments de cadrage avec la politique panafricaine et la stratégie sectorielle

III- 1 Liens avec la politique africaine

La politique de développement sectoriel en Guinée semble relativement en bonne harmonie avec la politique africaine en la matière.

Celle-ci se fonde sur deux documents essentiels : le cadre stratégique de réforme de la pêche et de l'aquaculture de 2014 et la déclaration de Malabo.

L'objectif global du Cadre politique et de la Stratégie de réforme de la pêche et de l'aquaculture est de faciliter la transformation des pêches et de l'aquaculture africaines pour l'amélioration de l'alimentation, la génération de revenus et la création de la richesse.

Les domaines politiques qui structurent les objectifs et les actions stratégiques se résument principalement à :

- la conservation et l'utilisation durable des ressources ;
- le développement de la pêche artisanale ;
- le développement de l'aquaculture ;
- l'appui au commerce et au marketing ;
- le renforcement de la coopération sous-régionale ;
- le développement des capacités humaines.

La déclaration de Malabo, élément fondamental de la politique africaine commune représente un engagement fort pour l'appui au développement de l'agriculture en général, y compris les secteurs de la Pêche africains pour lutter contre la pauvreté et promouvoir la sécurité alimentaire des populations africaines.

Une série de mesures vigoureuses semblent devoir être prises pour asseoir cet engagement en faveur de l'agriculture :

- un engagement à renforcer le financement des investissements publics et privés, notamment en allouant au moins 10% des dépenses publiques globales à l'agriculture, en en garantissant l'efficacité et l'efficience ;
- la création d'un environnement politique et institutionnel, ainsi que des systèmes d'appui pour promouvoir l'investissement privé dans l'agriculture, l'agro-business et l'agro-industrie ;
- l'engagement à rendre opérationnelle la Banque africaine d'investissement, comme outil pratique de promotion du secteur ;

L'ensemble de ces mesures s'inscrit dans la mise en œuvre de l'engagement sur l'élimination de l'insécurité alimentaire d'ici 10 ans (horizon 2025).

Les Etats généraux du secteur des Pêches et de l'Aquaculture en Guinée ont assigné à ce secteur l'objectif général de contribuer au développement économique de la Guinée, à la sécurité alimentaire, à la réduction durable de la pauvreté, dans les limites des potentialités disponibles et les exigences de la protection environnementale.

Ceci qui passe par l'exploitation durable et responsable de toutes les ressources aquatiques et la valorisation optimale des captures en vue de participer au bien-être des populations, à la création de richesse nationale et à l'accroissement de productions diversifiées et de qualité pour le marché local et les marchés d'exportation.

Pour matérialiser cette vision et tenir compte des besoins et aspirations des principaux acteurs du secteur, le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture s'est fixé comme objectif d'assurer une exploitation durable des ressources halieutiques pour en tirer les meilleurs bénéfices économiques et sociaux.

Les objectifs spécifiques visés sont :

- ✓ Accroître la contribution du secteur à la sécurité alimentaire ;
- ✓ Créer de la valeur ajoutée et accroître la rente attachée à la ressource ;
- ✓ Elargir et diversifier les opportunités d'emplois.

Les axes stratégiques d'intervention se déclinent ainsi qu'il suit :

- Renforcement des capacités institutionnelles et professionnelles ;
- Gestion durable des ressources aquatiques ;
- Valorisation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Il ressort donc de cette analyse que des efforts ont été déployés lors des Etats généraux du secteur de la Pêche et de l'Aquaculture afin d'harmoniser fortement la politique sectorielle avec les documents panafricains d'orientation sur l'agriculture, la pêche et l'aquaculture.

III- 2 Cadrage avec la politique sectorielle

Le plan d'investissement pour le développement du Secteur de la Pêche et de l'Aquaculture (PISPAG) est conçu comme un outil d'appui à la mise en œuvre de la politique du secteur qui repose, pour l'essentiel, sur les résultats des états généraux du secteur tenus en 2013, évoqués ci-dessus.

Les objectifs globaux visés par cette politique sont également en harmonie avec les objectifs prioritaires du cadre politique et de la stratégie de réforme du secteur de l'Agriculture en Afrique et les engagements de la Déclaration de Malabo de juin 2014.

Par ailleurs, le plan d'investissement est également en parfaite harmonie avec la Lettre de politique de développement du secteur de la Pêche et de l'Aquaculture dont il constitue un train de mesures et actions prioritaires pouvant être versées au sein des programmes de mise en œuvre envisagés.

Cette cohérence semble un atout majeur améliorant les chances de mise en œuvre de ce plan d'investissement notamment à travers l'impact positif supposé sur la mobilisation des fonds pour son financement.

IV- Présentation du plan d'investissement pour le développement du secteur de la Pêche et de l'Aquaculture en Guinée (PISPAG)

IV-1 Objectifs du Plan

L'objectif global du Plan d'Investissement pour le Développement de la Pêche et de l'Aquaculture en Guinée est la préservation des ressources et l'accroissement de l'ensemble des retombées économiques et sociales tirées du secteur.

Les objectifs spécifiques de ce plan d'investissement sont la remise à niveau du secteur par le renforcement du cadre de gestion, l'appui au renforcement des capacités publiques et privées, la promotion des activités de pêche et de valorisation, la diversification des ressources par l'appui à l'aquaculture et la pisciculture, la promotion des produits ainsi que l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations guinéennes par le renforcement de la consommation intérieure de poisson.

IV-2 Composantes du plan d'investissement, programmes et projets

Le Plan d'Investissement pour le Développement de la Pêche et de l'Aquaculture en Guinée comprend six composantes principales :

- Renforcement de la gouvernance et gestion durable des ressources ;
- Développement de la pêche maritime ;
- Développement de la pêche continentale ;
- Développement de l'aquaculture et de la pisciculture ;
- Développement de la consommation intérieure de poisson
- Promotion des produits de pêche ;

Ces composantes relèvent d'une catégorisation issue de l'analyse des contraintes qui entravent le développement du secteur.

Les programmes et projets de développement identifiés sont une réponse aux contraintes ; ils visent aussi le renforcement des atouts par des actions ciblées. Ils peuvent s'inscrire au sein des composantes envisagées individuellement ou avoir un caractère plus transversal et global.

IV-2.1-Renforcement de la gouvernance et gestion durable des ressources

1. Appui à une meilleure connaissance de la ressource

Les actions à inscrire dans ce volet concernent principalement une série d'appuis au Centre National des Sciences Halieutiques de Boussoura (CNSHB), afin de lui permettre de

s'acquitter convenablement de sa tâche essentielle de connaissance de la ressource et d'appréciation de l'état de son environnement. Il s'agit notamment de :

- La remise en état du navire de recherches océanographiques, le GLC, pour environ 4 milliards de francs guinéens, soit près de 500 000 USD ;
- La conduite de campagnes scientifiques d'évaluation des stocks pour environ 3 milliards de francs guinéens par an, soit près de 2 millions USD sur cinq ans ;
- La conduite d'actions de recherche spécifiques pour répondre aux attentes du MPA pour également près de trois milliards de francs guinéens par an soit 2 millions USD sur cinq ans ;
- Un appui logistique pour le fonctionnement pour 2,5 milliards francs guinéens sur cinq ans, soit 300 000 USD sur cinq ans ;
- Le renforcement des capacités du personnel par des stages pratiques, des voyages d'études, des échanges divers, des conférences internationales, des groupes scientifiques et autres fonctionnement du Conseil scientifique pour 1,5 milliards de FG par an, soit près d'un million USD sur cinq ans.

Cet appui au CNRHB sera conduit pour environ **4,5** millions USD sur les cinq prochaines années.

2- Appui à la surveillance des pêches

Le deuxième volet à inscrire dans cette partie concerne un appui multiforme à la surveillance des pêches qui vise :

- ✓ l'acquisition d'un patrouilleur en appui à la surveillance en haute mer pour éradiquer la pêche INN et imposer le respect de la réglementation de pêche, préalable à une gestion responsable et durable des pêcheries.
- ✓ le renforcement des moyens de surveillance côtière notamment par la réalisation de stations radar sur la côte en appui à la surveillance et l'installation de cinq bases sur le littoral : Kamsar, Koukoudé, etc.
- ✓ L'appui pour la surveillance aérienne ;
- ✓ Le renforcement de la surveillance participative ;
- ✓ L'installation de bases pour la surveillance continentale ;

L'acquisition du navire patrouilleur pourrait coûter environ 4.300.000 Euros, soit près de 5 millions USD. Dans le cadre du projet PRAO un navire doit être acquis, ce financement doit être orienté vers le navire qui a été déjà convenu avec un chantier naval français,

Le renforcement des bases côtières devrait se faire aussi en les dotant de l'énergie solaire et de stations radios fonctionnelles. A noter, dans ce cadre, que trois stations (radios HF) ont été fournies par la coopération française.

Le mandat de la surveillance a été étendu à la pêche continentale par le dernier Décret présidentiel y afférent. Une unité par région doit ainsi être installée.

Il faut noter l'importance de la surveillance participative qui aide à avoir des informations sur le positionnement des bateaux. Elle suppose des moyens radios à fournir aux informateurs volontaires et de les renforcer en formation sur l'utilisation des radios.

Il convient également d'élaborer un statut de pêcheur informateur, dont il a été tenu compte dans les textes, actes juridiques déjà pris, mais dont la mise en place pratique doit être ainsi renforcée.

Ce projet d'appui à la surveillance peut être évalué à **15 millions USD** sur les cinq prochaines années.

3– Appui à la mise en place de plans d'aménagement et de gestion

Il s'agit d'un volet d'études à conduire sur deux plans d'aménagement choisis (poulpe et crevettes) qui peuvent être menées pour 250 000 USD, chacune. Ceci, en plus d'un effort pour appuyer la concertation avec les acteurs et le suivi pour environ 100 000 USD, portant ce volet "plans d'aménagement" à 600.000 USD sur les cinq prochaines années.

4- Appui aux capacités centrales de production des statistiques (ONP), de coordination et de suivi –évaluation des programmes (BSD)

Il s'agit de renforcer les capacités de l'Observatoire National des Pêches (ONP) en matière de conduite d'enquêtes, de mobilisation de données statistiques fiables, de suivi des débarquements et de mise sur pied d'une véritable capacité d'analyse des données produites, ce qui s'accompagnera par un renforcement des capacités de cette institution essentielle, la formation de son personnel, de nouveaux recrutements et l'acquisition d'importants équipements ; il s'agit aussi de mettre en place de réelles capacités de coordination, de pilotage et de suivi –évaluation sachant harmoniser les exécutions techniques avec les atteintes des objectifs stratégiques, ce qui requiert un renforcement notable du BSD. Cette partie pourrait nécessiter un budget de 4 millions USD sur les cinq prochaines années.

Ainsi donc l'ensemble des projets de l'axe 1 peuvent être évalués à près **24,1 millions USD**.

IV-2.2 Développement de la Pêche maritime

Les principales actions à mener dans les prochaines années visent en premier lieu l'accroissement des capacités de débarquement pour une plus grande domestication des captures, étape préalable à toute valorisation locale et à l'accroissement des retombées économiques et sociales du secteur.

L'Etat guinéen a choisi de développer la pêche artisanale, de rendre l'ensemble de ses retombées plus centrées sur les populations guinéennes en terme d'emplois et d'avantages économiques globaux. Il envisage aussi de développer une pêche maritime nationale autour d'un armement national en rapport avec les potentiels disponibles de façon soutenable, rompant avec la politique de consignation des armements étrangers jusqu'ici pratiquée.

Cet axe comprend donc deux sous-axes importants pêche industrielle et pêche artisanale.

Par ailleurs d'autres investissements en appui à la valorisation des captures sont également prioritaires dans ce cadre ; ils figurent dans le volet portant sur la promotion des produits de pêche.

Ainsi donc les projets retenus peuvent –ils être classés dans le cadre d'un programme global de développement de la pêche maritime, avec deux volets pêche industrielle et pêche artisanale.

Ce programme portera sur :

- La réalisation d'un port de pêche industrielle en eaux profondes ; infrastructure essentielle, pouvant être abordée de façon progressive, dans une conception modulaire dont la première étape sera réalisée dans le cadre de ce plan d'investissement 2016-2020 ;
- Une ligne de crédit d'appui à l'acquisition de navires industriels ;
- Le renforcement des capacités notamment en collecte de données (matériel de collecte, etc.),
- L'appui au matériel de pêche et caisses isothermes pour la pêche artisanale ;
- L'appui aux pôles de développement de la pêche artisanale (mise aux normes, assainissement) ;
- Une ligne de crédit pour les mutuelles de pêche artisanale ;
- L'appui à la mise aux normes des embarcations de pêche artisanale.

L'appui à l'acquisition de matériels et d'équipements de pêche entrera aussi dans le cadre d'un programme transversal visant tout le secteur tout comme le renforcement des capacités qui est une préoccupation majeure de l'ensemble du secteur de la Pêche et de l'Aquaculture.

Le port de pêche industrielle sera une infrastructure modulaire pouvant évoluer avec le temps en fonction de l'évolution du secteur et de ses besoins. Il comportera un important quai de pêche pour le débarquement des captures des bateaux industriels pêchant en zone guinéenne.

Cette infrastructure pourra être entamée avec un projet initial, réalisable sur les cinq prochaines années pour un financement de l'ordre de 94,5 millions USD portant sur l'actualisation des études de faisabilité, la réalisation du quai de pêche, l'acquisition d'équipements et matériel de sécurité portuaire, l'adduction d'eau et une ligne de réseau électrique.

Une ligne de crédit en appui à la pêche industrielle de 10 millions de dollars sera mobilisée afin de soutenir l'acquisition d'une flotte nationale, objectif visé par les autorités guinéennes et réitéré lors de l'atelier de validation des études de la stratégie dont ce document est partie intégrante.

Dans le cadre de la note conceptuelle sur la pêche maritime, un plan plus ambitieux, visant une horizon temporel dépassant les cinq prochaines années, a été proposé, pour une enveloppe globale de 458 millions USD ; il n'en a été tenu compte ici que de ce qui concerne le plan d'investissement opérationnel sur les cinq prochaines années, tenant en considération aussi les possibilités d'absorption réelle des fonds alloués.

Ainsi donc le volet pêche industrielle bénéficiera d'un volume d'investissement global sur les cinq prochaines années de 104,5 millions USD.

L'appui à la Pêche artisanale visera l'appui aux villages de pêche déjà cité, la construction de barques améliorées mises aux normes sanitaires (fibres de verre, etc.) et le financement de lignes de crédit pour les pêcheurs artisans, le tout pour un volume global de 20,5 millions USD.

L'appui aux pôles de développement des villages de pêche est un programme structurant visant à organiser l'activité des villages de pêcheurs, à soutenir l'outil de production en amont et en aval de la capture et à accroître la réceptivité sociale de ces villages.

Il s'agit de développer 10 villages de pêche par des investissements conséquents portant sur la réalisation d'infrastructures de débarquement, de traitement, de conditionnement et de stockage des produits. Ainsi des aires de débarquements seront réalisées, des halles de réceptionnement des produits, l'offre de glace sera promue, des fumoirs installés, etc. Ces villages de pêche devront également être transformés en espaces sociaux attractifs par l'installation de postes de santé villageois, la réalisation d'écoles, de forages, de centres de loisirs, de latrines, la connexion au réseau routier. Il s'agit d'actions de développement du secteur qui doivent être soutenues par un projet de lutte contre la pauvreté spécifique, notamment, à la zone côtière dont le financement global dépasse le cadre strict du MPA.

Ce programme important pourrait être exécuté sur 10 villages qui seront transformés ainsi en pôles de développement sur les dix prochaines années pour un investissement global de 60 millions USD dont **30 millions USD** pour la durée de l'actuel plan d'investissement (5 ans).

La réalisation d'infrastructures de fumage pourra concerner, dans un premier temps, quatre infrastructures dont deux dans la zone de Conakry et deux autres au sein de deux sites parmi les pôles de développement les plus importants de la pêche maritime. Cette action pourra être financée pour **6 millions USD**, mais elle est répertoriée dans la valorisation des produits qui fait partie de l'axe portant sur la promotion des produits de pêche.

Sous la tutelle du Fonds d'appui au secteur privé de la pêche et de l'aquaculture, seront mises en place des lignes de crédit destinées à appuyer les activités de pêche et d'aquaculture. Dans un premier temps, la priorité sera accordée à la pêche artisanale maritime. Quatre grandes mutuelles de production seront constituées à Conakry et le long du littoral. Elles seront chargées de la gestion des lignes de crédits via un contrat programme défini de commun accord avec le Ministère. Le projet finance en partie les frais liés à l'installation et la gestion des mutuelles et les adhérents participent pour supporter une quote-part de ces frais. Les crédits seront alloués contre garantie, sans intérêt, l'activité n'étant pas lucrative. Un certain nombre d'expérience constituent de rares réussites dans la sous-région et pourront être visitées pour échanges dans le cadre de la mise en œuvre de ces mutuelles artisanales (cas de la Mut Pêche en zone sud du littoral, en Mauritanie).

Chaque mutuelle sera dotée d'un fonds d'appui de 1,5 à 2 millions USD, selon sa taille, le tout pour un financement global de **7 millions USD** pour cette première phase du projet.

Ainsi donc le programme d'appui à la pêche maritime portera, au cours des cinq prochaines années, sur une enveloppe globale de **125 millions USD**.

IV-2.3-Développement de la pêche continentale

La pêche continentale en Guinée peut jouer un rôle important en termes d'amélioration de la sécurité alimentaire des populations et de la lutte contre la pauvreté, notamment en zone rurale.

Plus de 550 campements de pêche continentale ont été recensés dans 25 préfectures différentes. Mais, cette activité demeure surtout l'apanage de pêcheurs étrangers notamment les Bozos maliens, bien plus rompus aux techniques utilisées.

Il existe ici donc un gros besoin de formation notamment aux techniques de pêche continentale, d'encadrement des pêcheurs et de restructuration des organisations locales de production et un déficit important en matériels de pêche.

Les structures d'encadrement, manquent aussi de formation et de moyens. Les priorités dans ce cadre concernent le renforcement des capacités du personnel qui comprend seulement 25 personnes au niveau central et 35 au niveau préfectoral. Mais, les cadres manquent. La demande minimale se situe à au moins cinq cadres par préfecture, soit 155 personnes au total.

Ainsi donc, il existe un gros besoin de renforcement des capacités de la Direction nationale de la pêche continentale notamment à travers des recrutements de personnel, les échanges d'expérience, les voyages d'études, l'acquisition d'équipements et des moyens de déplacement.

Un important projet a été financé par la BAD et l'AFD mais il a manqué de capitalisation ; il a aussi été limité dans ses impacts possibles par l'insuffisance de l'offre d'énergie.

Des efforts importants pourront aussi être faits dans le cadre du PGIRE dont la deuxième phase démarre avec le lancement d'une importante étude sur la caractérisation de la pêche continentale dans tous les pays membres de l'OMVS, y compris la Guinée. Cette étude sera suivie par un important travail sur la formation des acteurs locaux, la définition d'un plan de développement et la conduite de certains travaux d'aménagement.

Les pêcheurs continentaux en haute Guinée sont plus structurés et davantage expérimentés. Un appui important devra leur être apporté afin qu'ils puissent accumuler de l'expérience en matière de production dans ce sous-secteur dont le développement est essentiel.

Ainsi donc les actions à inscrire dans le cadre de ce programme d'appui à la pêche continentale porteront sur :

- La caractérisation détaillée de la pêche continentale en Guinée ;
- La structuration des associations et groupements de pêche ;
- La formation des producteurs aux techniques de pêche et à la valorisation des produits ;

- L'appui stratégique aux pêcheurs continentaux de haute Guinée ;
- La réalisation d'installations pour la conservation du poisson, l'offre de glace et l'appui à la transformation des produits ;
- Le renforcement des capacités du personnel en charge de l'encadrement de l'activité ;
- Un important recrutement de personnel additionnel en faveur de la DNPCA ;
- L'acquisition de moyens de transport et d'équipements de communication divers.

Le programme initial d'appui à la pêche continentale en Guinée sera exécuté sur cinq ans, pour **un budget global de 10 millions USD**.

V-2.4 Développement de l'aquaculture et de la pisciculture

L'aquaculture semble tout à fait à ses débuts en Guinée. Il convient dans le cadre d'un Projet initial d'évaluer les potentialités de la zone à recevoir certains élevages (crevetticulture, ostréiculture, raniculture, bivalves). Ce projet vise donc des études pour la caractérisation de la zone côtière et aussi la réalisation d'expériences pilotes, avec la formulation d'un cadre réglementaire. Certaines expériences encourageantes ont déjà été menées ; les bivalves notamment ont donné une bonne vitesse de grossissement dans la zone.

L'objectif affiché est de couvrir 9 préfectures et 145 villages, dont 130 ont déjà été touchés.

Il s'agit d'installer quelque 1450 pisciculteurs individuels en les appuyant en formation, organisation, conseils, par la mise à dispositions de semence, de matériel de démonstration pour les groupes. Les pisciculteurs exploitent des étangs – barrage avec une surface moyenne de 0,35 ha par pisciculteur.

On pratique la pisci-riziculture, avec la variété de riz adaptée. Les rendements habituels se situent à 1 t/ha/an de poisson et 2,5 t/ha/an de riz, mais pouvant arriver à 5 t de poisson/ha/an sans aucun apport d'aliments.

Actuellement 350 t par an de pisciculture sont produites. Un tiers de la production échapperait probablement aux statistiques. Sur les cinq prochaines années, l'objectif est d'installer 3000 pisciculteurs avec au minimum une production de 3000 tonnes de poisson.

Parmi les objectifs visés, il est recherché de développer la pisciculture intensive, avec 10 pisciculteurs privés exploitant des aménagements dont la typologie reste à définir. Un important travail stratégique est en cours, en accompagnement à cette étude.

L'OMVS, à travers le PGIRE, finance la pêche continentale et la pisciculture, avec 5 millions USD pour la Guinée, programmées sur 15 retenues hydro-agricoles, et l'aménagement de 41 étangs sur 27 sites répartis en quatre préfectures, tous sur le fleuve Sénégal. Cette première partie semble donc avoir un financement déjà acquis.

Les autres activités inscrites restant à financer sur les 5 prochaines années sont les suivantes :

- Un TCP FAO de 0,35 million USD pour appuyer la pisciculture dans les mares des plaines d'inondations sur 10 sites, pour deux ans, dans la phase pilote.
- 250 sites de pisciculture en plaines inondables sur les fleuves et affluents de Guinée sur les 5 prochaines années (150 millions FG par sites) plus une somme de 40% de l'enveloppe globale qui sera consacrée aux salaires et autres consommables (aménagements dans les plaines d'inondations), soit une enveloppe globale de 37,5 milliards de francs guinéens ou l'équivalent de **4,7 millions USD**
- Promotion de la pisciculture intensive sur 10 sites (pôles) en réalisant l'étude de faisabilité du projet, l'appui à l'aménagement du site, l'appui en intrants (matériel d'exploitations, semences et aliments). On peut retenir dans un premier temps une moyenne de 500 000 USD par site, soit **5 millions USD au total**.
- Réaliser un projet identique au Projet OMVS dans le Fouta pour la valorisation piscicole de 30 retenues d'eau et aménagement de 100 étangs, avec la formation de 30 groupements de pêcheurs et 200 pisciculteurs pour environ **10 millions USD**.
- Renforcement des capacités des ressources humaines de la Direction Nationale et des services déconcentrés (renforcement des capacités pour 29 cadres au niveau central, 123 au niveau décentralisé), 7000 USD par cadre du niveau central à l'étranger et 2500 pour les cadres du niveau décentralisé. Au total, ce volet formation en appui à la Direction nationale coûterait 510 500 USD. De tels cycles de formation pourront être réalisés à deux reprises sur les cinq prochaines années, soit un budget formation **de l'ordre d'un millions USD**.

L'objectif à atteindre à l'horizon 2020 est une production de 5.300 tonnes, sans compter la production des producteurs travaillant dans le mode intensif.

Ainsi donc les projets de pisciculture et d'aquaculture peuvent – ils être évalués à **20,7 millions USD** pour les cinq prochaines années.

IV-2.5 Développement de la consommation intérieure de poisson

L'amélioration de la consommation de poisson par les populations guinéennes fait partie intégrante de l'amélioration de leur sécurité nutritionnelle et constitue de ce fait un objectif majeur de la politique de développement du secteur telle qu'elle ressort des Etats Généraux du secteur. En plus, cet objectif cadre bien avec les objectifs de lutte contre la faim assignés par les documents de politique africaine au secteur de l'agriculture dont la pêche fait partie intégrante.

Il ne s'agit pas ici de faire substituer l'Etat au rôle essentiel du secteur privé commercial dans la distribution des produits de consommation, mais d'un accompagnement volontariste visant à promouvoir cet objectif majeur de la stratégie sectorielle, en harmonie avec les stratégies africaines en la matière et aussi les engagements exprimés par les autorités guinéennes.

Les actions d'accompagnement peuvent concerner :

- La construction d'entrepôts de stockage dans les grands centres urbains, 10 au total sur les cinq prochaines années, soit 5,5 millions USD au total ;
- L'acquisition de camions frigorifiques, 40 tonnes, pour le transport de poisson vers les principaux sites, cinq au total, pour une valeur nominale de 180 000 USD, soit 900 000 USD au total ;
- La réalisation de poissonneries-pilotes, une pour chaque centre de stockage, d'une valeur nominale de 120 000 USD, soit 1,2 millions USD au total.

La distribution locale de poisson sur les sites secondaires ainsi qu'en dehors de la poissonnerie pilote, sur le site principal, sera laissée aux entrepreneurs privés.

Ainsi donc, le projet de promotion de la consommation intérieure de poisson est évalué à environ **8 millions USD** sur les cinq prochaines années.

IV-2.6 Promotion des produits de pêche

L'effort ici doit se porter prioritairement sur l'appui à l'autorité compétente en matière de contrôle sanitaire et de certification des produits (ONSPA), en vue de lever les sanctions visant la Guinée et empêchant l'exportation de ses produits halieutiques, notamment vers certains marchés des plus rémunérateurs tels que le marché de l'Union Européenne.

Un effort conséquent devra être fait pour appuyer l'ensemble des processus de valorisation des produits (connaissance des procédés de valorisation, connaissance des marchés, etc.) ainsi que l'appui aux infrastructures déjà existantes concernant notamment le fumage de poisson, activité phare de la valorisation en Guinée.

Il convient aussi, d'améliorer les conditions sanitaires des produits débarqués, ce qui nécessite un renforcement des contrôles à bord des bateaux et embarcations mais aussi l'amélioration des conditions d'hygiène et de salubrité (offre de glace, accroissement de l'espace froid, caisses isothermes pour les pirogues, etc.).

La Guinée a commencé à avoir des problèmes pour l'exportation de ses produits de pêche vers l'Union Européenne, avant d'être suspendue en 2007. Cette situation constitue aujourd'hui un défi réel à relever d'urgence pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Créé en 2013 par décret présidentiel n° 127, l'ONSPA est doté d'une direction générale, d'un conseil d'administration et d'un service financier. Sa mission essentielle est l'inspection sanitaire. Structure de contrôle en charge de la protection des consommateurs, l'ONSPA mène régulièrement des contrôles sanitaires des produits au niveau des ports, débarcadères, établissements, entrepôts frigorifiques, aéroport, fabriques de glace.

Il réalise aussi un audit pendant le premier trimestre de chaque année, pour reconduire ou infirmer les agréments octroyés aux établissements de production.

En 2006, une évaluation de l'OAV a décelé des insuffisances dans toute la chaîne de production (concentration excessive de métaux lourds), aux niveaux des moyens de production (caisses non conformes aux normes), au niveau des fabriques de glace. Cette situation a entraîné la suspension en février 2007 des exportations de la Guinée vers le marché de l'Union Européenne.

Pour pallier à cette situation, il faut arriver à mettre aux normes des structures de production. Néanmoins, la Guinée exporte vers les pays de la sous-région, en Asie et aux USA, particulièrement pour les produits fumés.

Dans ces conditions, l'autorité compétente ne pouvait pas garantir la qualité des produits. Il fallait adapter la réglementation aux exigences de l'UE.

Pour cela, il convient d'abord d'apprécier l'autorité compétente elle-même, en ce qui concerne ses moyens d'analyse, avant d'apprécier la situation des structures de production, qu'ils soient les moyens navigants et/ou les unités à terre.

Dans le cadre de ce volet, les projets prioritaires devront porter sur :

- Le renforcement de l'autorité compétente (moyens techniques, siège, laboratoire d'hygiène, formations de cadres et de laborantins, etc.) ;
- L'assainissement des zones de production et l'aménagement des débarcadères ;
- La production de caisses isothermes ;
- L'adaptation des moyens de transports, des produits et de la glace ;
- Le renforcement des infrastructures de valorisation, notamment de fumage. ;

Il faut noter que l'ONSPA n'a pas de laboratoire de chimie et de microbiologie, moyens d'investigation essentielle pour le contrôle de la qualité et la certification des produits. Il dispose cependant d'un laboratoire d'analyses sensorielles qui reste sous-équipé. Son siège reste également à construire.

Il existe un plan d'action visant à satisfaire les 11 recommandations de l'OAV. Il reste aussi à réaliser un travail pour l'élaboration de la réglementation.

Un premier lot de matériel sera acquis grâce à l'appui du NEPAD, mais l'ONSPA manque de locaux pour l'accueillir.

Il existe un projet pilote de construction d'une unité de valorisation qui a été présenté au MPA.

La construction d'un siège pour l'ONSPA a pu être évaluée à près de 20 milliards de FG. L'équipement des laboratoires est évalué à 3,5 milliards de FG. Soit au total 23,5 milliards de Francs guinéennes ou l'équivalent de **3 millions USD**.

Les autres actions à inscrire dans cet axe concernent :

- La remise à niveau du Marché de poisson de Kénian (réhabilitation, acquisition fabriques de glaces, chambres froides, caisses isothermes) :

- La réalisation d'une unité pilote de promotion des produits dans l'objectif d'assurer des démonstrations de bonnes pratiques destinées aux privés ;
- La construction d'un centre de fumage à Conakry ;

L'ensemble des ces actions portera sur une enveloppe globale de **16 millions USD**.

IV-3 Actions transversales

La situation du secteur des pêches et de l'aquaculture nécessite, en plus des ces efforts ventilés dans les axes précédents, la réalisation de certaines actions dont la portée est transversale et ne concernent pas spécifiquement un sous-secteur plutôt qu'un autre.

Les principales actions à mener concernent :

- le renforcement des capacités de l'administration et des autres acteurs du secteur ;
- l'appui à l'acquisition d'intrants de Pêche ;
- la promotion des produits de Pêche ;
- la mise en place d'un fonds d'appui à la réalisation d'études stratégiques, la collecte de données et les études de faisabilité de projets.

IV-3.1 Le programme de renforcement des capacités

Il s'agit d'un programme multi-acteurs qui vise le renforcement des capacités de l'administration centrale, de l'administration décentralisée et aussi celles des structures d'encadrement notamment de la pêche artisanale et des petits opérateurs (mareyeurs, fumeuses de poissons, etc.).

Une note conceptuelle a été élaborée lors des Etats généraux, qui a servi de référence pour l'identification des besoins. Les principales composantes du programme transversal visent de façon plus précise :

- Le renforcement multiforme des capacités des cadres et du personnel du Département à travers notamment l'élaboration et le financement d'un plan de formation novateur ;
- Le renforcement des capacités des organisations professionnelles du secteur de la pêche et de l'aquaculture en management, marketing des produits, connaissance des marchés, etc. ;
- La promotion de la cogestion des ressources halieutiques à travers notamment l'appui à la surveillance participative, l'appui aux comités de suivi et évaluation des plans d'aménagement ;

- L'appui à la maîtrise des nouvelles technologies d'information et de communication à travers notamment la réalisation de stages et séminaires pour les cadres, le renforcement des équipements informatiques ;
- La mise en place d'un système de suivi – évaluation performant au Ministère de la Pêche et de l'aquaculture ;

Ce programme de renforcement des capacités multi-acteurs du secteur des pêches en Guinée sera financé pour une enveloppe globale de **20 millions USD** sur les cinq prochaines années.

IV-3.2 Le programme d'appui aux activités de pêche

Il s'agit d'un important programme en appui aux opérateurs notamment artisans pour la construction et l'équipement de pirogues, le financement de l'activité de pré et post-capture. Ce programme vise une plus grande domestication des captures et l'efficacité de l'outil de pêche.

Ainsi seront appuyées des actions visant l'accroissement de l'espace froid, pour environ 1000 tonnes de stockage, la formation et le recyclage des marins (une centaine par an), l'entretien et la réparation de l'outil de production par le renforcement des capacités des charpentiers navals, des mécaniciens hors-bord, des frigoristes, des techniques de conservation à froid du poisson, des techniques de filetage...etc.

Dans ce cadre, l'observatoire national des pêches sera également renforcé afin d'en faire, outre son rôle en matière statistique, un organe de diagnostic, d'évaluation et de conseils à l'administration du Département. Ses antennes existent déjà. Elles ont certes besoin d'être renforcées et dotées en personnel suffisant afin de les rendre plus opérationnelles.

Ce projet pourra être financé pour **15 millions USD** sur les cinq prochaines années.

IV-3.3 Le programme d'appui à la promotion des produits de pêche

a) Appui à la valorisation locale des produits de pêche

La valorisation locale notamment des pélagiques (filetage, étêtage, équeutage, éviscération, production de pâtes de poisson, de conserves, etc.) par la formation des ingénieurs et techniciens supérieurs en technologies des produits, en froid, en électromécanique industrielle, etc. Des études seront menées pour davantage apprécier la demande en emplois du secteur et réaménager l'offre de formation locale en conséquence, y compris par la mise en place d'une école de formation aux métiers de l'industrie de la pêche et de l'aquaculture, l'accent sera mis sur les produits les plus utilisés localement et ceux qui s'exportent le mieux vers les marchés rémunérateurs.

b) Renforcement du marketing des produits

D'importantes actions seront menées dans ce cadre pour rehausser la part de marché des produits guinéens. Il s'agit notamment d'appuyer par des missions d'études la prospection de

niches de marchés sous-régionaux et une plus grande connaissance de marchés mondiaux notamment africains et asiatiques moins sélectifs et donc plus facilement pénétrables.

Une typologie des filières opérationnelles en Guinée sera réalisée et son analyse finement poussée pour mettre en évidence, les potentiels différentiels de ces filières et adapter la ponction fiscale en conséquence afin d'accroître l'ensemble des impacts économiques et sociaux tirés du secteur.

Il faut noter que les campagnes de promotion de la consommation intérieure de poisson prévues dans d'autres projets versent aussi dans l'atteinte des objectifs de ce volet qui sera financé pour **10 millions USD** sur les cinq (5) prochaines années.

IV-3.4 Fonds d'appui à la réalisation d'études stratégiques

Les déterminants globaux du secteur des pêches et de l'aquaculture en Guinée demeurent relativement peu connus, comparativement à d'autres pays de la sous-région. Les informations statistiques actualisées manquent, les enquêtes globales sont rares.

Aussi, les projets du secteur semblent souffrir de l'absence d'études détaillées et actualisées renforçant leur éligibilité aux financements nationaux de même qu'auprès des partenaires au développement du pays.

Une enveloppe importante sera consacrée sur les cinq prochaines années pour pallier à cette situation critique. Il s'agit de compléter les besoins en évaluation et actualisation des études de projets identifiés lors des Etat généraux et de mener, entre autres, des enquêtes-cadre sur le niveau de consommation de poisson, l'évaluation exhaustive des emplois dans le secteur, et les agrégats économiques différentiels du secteur.

Ce fonds d'études stratégiques du secteur sera financé pour **2,5 millions USD**, sur les cinq prochaines années.

2.4 Synthèse des coûts, évaluation globale du plan

Le tableau suivant synthétise le plan d'investissement pour les cinq prochaines années en rapportant l'ensemble des projets et actions transversales proposées, avec l'affectation des évaluations initiales des besoins de financements requis.

Tableau 1 : Besoins de financements du plan d'investissement

Axe principal	Programme /Projets	Financement requis (millions USD)
Renforcement de la gouvernance du secteur / gestion durable des pêcheries	Appui à la recherche halieutique	4,5
	Appui à la surveillance des pêches	15
	Mise en place de plans d'aménagement et de gestion	0,6

	Renforcement des capacités de l'administration centrale (Observatoire National des Pêches, pilotage et suivi-évaluation, formation et recyclage)	4
	Total axe 1	24,1
Développement de la pêche maritime	Port de Pêche industrielle	94,5
- Programme d'appui à la pêche industrielle	Fonds d'appui à la flotte industrielle	10
- Programme d'appui à la pêche artisanale	Lignes de crédits de la pêche artisanale (appuis aux mutuelles)	7
	Appui divers aux pôles de développement de la pêche artisanale (villages de pêche, infrastructures légères, halles, offre de glace, etc.)	30
	Construction barques mises aux normes (fibres de verre, etc.)	2,5
	Total axe 2	144
Développement de la pêche continentale	Etude prospective de détermination des potentialités de pêche continentale (caractérisation, stock, revenus et perspectives)	1
	Aménagements de 10 débarcadères de pêche continentale	10
	Mise en place d'une centrale d'achat de matériels et d'équipements de pêche	4
	Total axe 3	15
Développement de l'Aquaculture et de la Pisciculture	Caractérisation potentialités aquacoles et réalisation de fermes pilotes	2
	Développement sites piscicoles	4,7
	Pisciculture intensive	5
	Mise en valeur des potentialités du fleuve Sénégal	5

	Renforcement des capacités de la DNP	1
	Total axe 4	17,7
Développement de la consommation intérieure de poisson (sécurité alimentaire)	Réalisation de centres de stockages	6
	Réseaux de distribution (poissonneries pilotes)	2
	Total axe 5	8
Promotion des produits de Pêches	Réalisation siège ONSPA	3
	Renforcement moyens de contrôles et d'analyses	3,5
	Appui à l'amélioration de la qualité de produits	4,5
	Appui aux infrastructures de valorisation (fumage, etc.)	5
	Total axe 6	16
Actions transversales	Programme de renforcement des capacités du secteur	19
	Programme d'appui aux activités de pêche	15
	Programme de promotion des produits de pêche	10
	Fonds d'études stratégiques	2,4
	Total actions transversales	46,4
Total	23 Projets et actions spécifiques et 4 programmes ou actions transversales	271,2

Ainsi, le plan d'investissement prioritaire nécessaire à l'amélioration de la gouvernance, depuis l'aspect institutionnel, jusqu'aux aspects opérationnels du secteur de la pêche et de l'aquaculture en Guinée, est estimé à environ 271,2 millions USD sur les cinq prochaines années dont environ 220 millions inscrits dans les axes et projets spécifiques et près de 50 millions USD seront réservés à des actions transversales utiles à la remise à niveau du secteur.

V- Approche de financement du plan

Une des contraintes principales entravant le financement des projets du secteur de la pêche et de l'aquaculture en Guinée est le manque de projets mûrs sous tendus par des études de faisabilité et susceptibles d'être inscrits directement à l'arbitrage budgétaire.

A part le projet PRAO, le projet CCLME, la Rizipisciculture, le projet PGIRE de l'OMVS sur le fleuve Sénégal et certaines actions éparses qui disposent de financements extérieurs, et qui à ce titre sont pris en considération au titre de la contrepartie financée par l'Etat, aucun autre projet n'a atteint le niveau de maturité garantissant son éligibilité. La levée de cette contrainte est donc un préalable, à la présentation des projets tant à l'arbitrage budgétaire national qu'à une possible table ronde des bailleurs.

Il faut noter ici que si le projet dispose d'un financement extérieur ceci facilite son éligibilité aux arbitrages internes, ainsi une contrepartie est automatiquement prise sur le budget Etat qui peut aller jusqu'à 10% de l'enveloppe globale de financement du projet ou du programme.

Si le projet est mûr, il peut être financé à partir du budget National de Développement (BND).

Une autre contrainte à l'exécution des projets est la lenteur des procédures de décaissement bien souvent peu maîtrisables par le Ministère en charge du projet car une bonne partie de l'ordonnancement lui échappe.

De plus, on note parfois, une faiblesse de coordination entre le Ministère du Plan et celui des Finances, toujours nuisible à l'exécution des projets et actions de développement.

La levée de ces contraintes suppose :

- La conduite d'études techniques et d'impact pour accroître la maturation des projets, c'est l'objet du projet "fonds pour études stratégiques" proposé dans le cadre de ce plan d'investissement;
- La facilitation des procédures budgétaires et un plus fort encrage au sein du Département, ce qui peut être obtenu, soit par la réalisation d'un compte d'affectation spéciale (CAS), outil efficace pour peu que son ordonnancement revienne au Département, soit à travers une plus grande décentralisation budgétaire, soit aussi à travers un arrangement ad hoc tel un décret spécial d'affectation au Département.

Il n'existe pas de Compte d'Affectation Spéciale (CAS) dédié à la Pêche depuis 2003, cependant avec le fonds RIOTINTO, mis en place par les sociétés minières, une expérience de CAS a été mise en place.

Ce fonds a servi au financement de fabriques de glace, de chambres froides, de fermes piscicoles, d'aménagement et d'équipements de villages de pêcheurs, pour l'acquisition de moteurs hors bord (2010 – 2012), etc. Ainsi, les opérateurs miniers ont donné de l'argent, qui a été logé dans un CAS global dont le MPA a bénéficié en finançant ces actions préalablement chiffrées.

Par ailleurs, il est prévu en 2018 de passer à la logique du budget programme qui fera que le MPA sera ordonnateur propre et définitif de son budget. Ceci pourrait donc constituer une réelle avancée facilitant l'exécution des projets et programmes.

V-1 Les financements nationaux

V-1.1 Les budgets réguliers du MPA

L'Etat guinéen a consacré sur les cinq dernières années un effort pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture relativement conséquent qui s'est traduit par le financement de certaines actions de développement ainsi qu'une ligne d'appui et d'accompagnement des producteurs, le Fonds d'Appui au Secteur Privé de la Pêche et de l'Aquaculture (FASPA).

Le tableau 2 suivant présente les budgets alloués au Département de la Pêche et de l'Aquaculture exprimés en millions de francs guinéens en fonctionnement comme en investissement, ainsi que les taux d'exécution annuels de ces budgets.

Les budgets globaux annuels ont été repris et exprimés en dollars américains. On remarque ainsi que le budget global s'est considérablement accru sur la période 2010- 2012 passant de près de 3 millions de dollars à près de 11 millions USD, soit un accroissement de 370% environ. Par la suite, le budget du Département s'est fortement rétréci pour revenir à près de 4 millions de dollars sur les deux dernières années, dépassant légèrement son niveau en 2010.

En moyenne sur les cinq dernières années, le budget global du Département s'élève à près de 8 millions USD par an.

Les niveaux d'exécution budgétaires sont importants, avoisinant l'exécution totale, quelque soit le budget considéré.

Mais, le budget du Département est essentiellement constitué du budget de fonctionnement dont le niveau moyen s'élève à environ 6 millions de dollars sur les cinq dernières années. Ce budget couvre les besoins en traitements et salaires, les dépenses sur biens et services, les frais de transports, de mission, d'entretien, de maintenance et réparations des structures de l'administration centrale et organisations sous-tutelle. Ce budget semble toujours bien exécuté, mais il apparaît que les ressources de certaines structures sont insuffisantes pour couvrir leurs charges salariales, ce qui oblige à recourir à des moyens initialement prévus pour l'investissement, déjà très rétrécis, afin de couvrir des charges de la masse salariale.

La part du budget global allouée à l'investissement est donc toujours faible ; elle a atteint 33,7% en 2012 mais pour les autres années, elle est nettement plus faible et n'a atteint respectivement, à titre d'exemple, que 1,5% en 2015 et 3,7% en 2010.

On ne note pas l'existence de cadre de dépense à moyen terme (CDMT), outil programmatique important, ni de financement national propre au secteur.

On peut donc en conclure que le niveau d'investissement public annuel destiné au secteur est relativement faible ; il n'a atteint tout au plus que le niveau de 4 millions de dollars en 2012 sur la période envisagée. Au total, sur les cinq dernières années, l'investissement global mobilisé pour le secteur sur ressources de l'Etat est de près de 9 millions de dollars, soit en moyenne 1,8 million USD par an. C'est cette enveloppe de 9 millions USD qui peut être

considérée comme surement mobilisable pour le financement de ce plan d'investissement sur budget national.

A cette enveloppe, on peut rajouter celles qui correspondraient à la contrepartie ‘Etat de projets’ déjà signés ou convenus sur la même période et dont le financement global a pu être évalué à 45,7 millions USD apportant donc une contribution Etat de l'ordre de 4,6 millions USD (10%), soit un total des financements sur le budget de l'Etat attendu de **13,6 millions USD** sur les cinq prochaines années (équivalent à environ 5% du financement du plan d'investissement du secteur).

Ainsi donc l'essentiel des moyens pour financer le développement du secteur sera recherché à partir de financements par des partenaires au développement bi ou multilatéraux.

Il faut noter ici que lors des entretiens de l'équipe de consultants, réalisés dans le cadre de la finalisation de ce rapport avec notamment le Ministère du Plan, il a été remarqué la programmation provisoire au sein du PIP du gouvernement de 14 actions ou projets convenus avec le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture, en harmonie avec ses orientations stratégiques et marquant une volonté plus ferme d'engagements de l'Etat témoignée par une programmation de près 21 millions USD sur budget propre pour la période 2016-2018, ce qui, s'il était conservé, pourrait amener l'Etat à investir sur budget propre près de 35 millions USD sur les cinq prochaines années, soit la période de mise en œuvre de ce plan d'investissement. Cette enveloppe représentant donc 12,9% du volume nécessaire au financement du plan d'investissement.

Mais, cette programmation provisoire n'ayant pas encore été soumise à l'arbitrage, subira très probablement des coupes dans sa version finale et ne pourra être considérée comme une hypothèse fortement probable dans le cadre de la mobilisation des financements de ce plan de développement du secteur.

V-1.2 Les possibilités de mobilisation de ressources pour le financement pérenne

Il convient de noter par ailleurs la possibilité, à l'avenir, de mobiliser des fonds supplémentaires pour le financement du secteur, sous diverses formes :

- taxes parafiscales de surveillance ;
- taxes à la commercialisation ;
- frais d'observation scientifique ;
- amendes et contraventions diverses, etc.

L'ensemble de ces taxes et amendes peuvent servir au financement de ce secteur, soit dans le cadre d'un fonds global, soit en étant affectées différenciellement aux fonctions organiques du secteur dont elles concourront à la pérennisation (taxe parafiscales à la surveillance, frais d'observation scientifiques à la recherche, taxe sur la commercialisation à l'observatoire national des Pêches, etc.).

L'Etat guinéen pourrait, en la matière utilement s'inspirer des expériences d'autres pays de la sous-région (Maroc, Mauritanie) qui pourraient être utiles dans ce cadre, à travers notamment des missions d'échanges ou la coopération sous-régionale instituée (CSRP).

Le tableau suivant reprend l'analyse de l'historique des budgets du MPA sur les cinq dernières années dont l'analyse a été donnée ci-dessus.

Tableau 2 : Financements sur budget Etat

Année	2010		2011		2012		2013		2014		2015	
	Budget	Taux d'exécution (%)	Budget	Taux d'exécution (%)	Budget	Taux d'exécution (%)	Budget	Taux d'exécution (%)	Budget	Taux d'exécution (%)	Budget	Taux d'exécution (%)
Fonctionnement (millions FG)	23 360	93	47 810,4	60	59 894,7	60	51 423,9	78	31 257,4	107	31 025,4	84
Valeur USD	2,93		6		7,5		6,45		3,92		3,89	Moyenne = 6,14
Investissement	898,6	30	21 989,6	16	30 031,6	19	14 260	58	3 347	100	500	100
Valeur USD	0,11		2,76		3,77		1,79		0,42		0,06	Moyenne =1,78
Total (millions FG)	24 258,6		69 800		89 926,3		65 683,9		34 604,4		31 525,4	
Total (MUSD)	3,04		8,76		11,3		8,24		4,34		3,95	
Part investissement	3,7 %		31,5 %		33,7 %		27,7 %		9,6 %		1,6 %	

V-1.3 Le Fonds d'Appui au Secteur de la Pêche et de l'Aquaculture (FASPA)

Le Fonds d'Appui au Secteur de la Pêche et de l'Aquaculture vise :

- l'appui pour des facilités de crédit pour l'acquisition d'intrants de pêche (mareyeurs, transformateurs et pêcheurs ...etc.), pour l'achat de poisson, et aussi en servant de garantie auprès d'institutions de micro-finance. Mais il y a eu des problèmes de remboursement de crédits qui ont gêné la pérennité de ce volet ;
- l'appui aux villages de pêcheurs : les villages ont été créés en 2002. Le MPA souhaitait le village comme un espace de production économique, avec un service de fourniture de glace, de chambre froide et de services divers, mais aussi un espace social (piste d'accès, espaces de loisirs, postes de santé, etc.). On est arrivé finalement aux bâtiments de pêcheurs car tout le reste relevait d'autres Départements. L'idée a perdu donc de son sens. Mais des infrastructures ont été réalisées dans 4 villages (Tognifilidi, Kindiadi dans le Boffa, Balandougouba, Mandiana...etc.).
- l'appui à la consommation de poisson notamment pendant la période de soudure et le mois de Ramadan. L'Etat met de l'argent à la disposition du FASPA qui achète du poisson et le redistribue.

Au cours des Etats généraux du secteur tenus en 2013, il a été convenu de réorienter la mission du FASPA vers :

- le renforcement de la capacité des acteurs ;
- la facilitation de l'environnement des acteurs de la pêche artisanale ;

Pour cette raison, il a été proposé, la mise en place d'une Agence nationale spécialisée dans l'appui aux acteurs de la Pêche et de l'Aquaculture (ANAPA) par métamorphose du FASPA.

Agence de promotion, l'ANAPA appuiera les opérateurs, facilitera l'accès aux financements, financera le renforcement des capacités, mais elle n'est pas sensée gérer de lignes de crédit.

Par an, le FASPA recevait 1,5 milliards de francs guinéens de l'Etat, soit près de **200 000 USD**, avec de bons taux de décaissement (60% et plus). Cette somme peut être toujours considérée comme un acquis possiblement mobilisable au profit du secteur.

L'ANAPA contribuera à la recherche de financement pour le renforcement de la capacité des acteurs et l'amélioration du climat des affaires.

Il faut noter qu'il y avait un projet PDPAP financé par la BAD et l'AFD qui a laissé une ligne de crédit de près d'un milliard de francs guinéens, soit 125 000 USD, qui sera gérée par l'ANAPA.

V-2 Les financements privés

Il n'existe pas un système de suivi détaillé des investissements privés dans le secteur des pêches en Guinée. Des données sur l'estimation des investissements dans le secteur des pêches ont été communiquées par les opérateurs lors des entretiens réalisés dans le cadre de la

mission d'élaboration de l'actuel plan d'investissement. D'autres informations ont été élaborées par comparaison avec des situations similaires de moyens de productions dans d'autres pays, notamment de la sous-région.

L'investissement privé se situe au niveau des moyens de pêche (pirogues, navires côtiers et industriels), des infrastructures de froid (fabriques de glace et chambres froides) des usines à terre et de quelques moyens, encore rudimentaires, de transport et de stockage des produits à l'intérieur du pays.

L'investissement privé global sera approché à travers l'évaluation des coûts liés à l'acquisition des moyens d'exploitation : embarcations, navires de pêche, usines, etc.

Cette évaluation sera faite de façon sommaire pour se faire une idée globale de l'ordre de grandeur, en se basant sur les coûts habituels de ces moyens, pris sur internet et aussi dans des documents d'évaluation réalisés dans d'autres pays de la sous-région (Mauritanie, Sénégal).

On note l'existence de plus de 6000 pirogues et embarcations de pêche, d'environ 26 unités de traitement à terre dont 19 appartiendraient à des coréens et 7 principalement à des guinéens et seulement douze navires semi-industriels et deux navires industriels appartenant à des guinéens sur les quelques 80 à 100 navires opérant ces dernières années dans les eaux guinéennes, en nombre bien en retrait par rapport à leur niveau au début des années 2000.

Le tableau suivant récapitule cette évaluation de l'investissement privé dans le secteur des pêches en Guinée.

Tableau 3 : Evaluation de l'investissement privé du secteur

Type	Pirogues	Navires semi-industriels	Navires industriels	Usine de traitement
Nombre	6024	12	2	6
Coûts unitaires	6000	400 000	800 000	1 500 000
Coûts globaux	36 144 000	4 800 000	1 600 000	9 000 000
Total investissement privé		51 544 0000 USD		

Pour les navires, nous n'avons considéré comme investissement réel dans le secteur que les navires guinéens, navires résidents opérant dans les eaux guinéennes, sans considérer les autres, qui sont près de 80 au total, qui ne sont que sous licences pouvant pêcher ou pas dans les eaux sous juridiction guinéenne.

Ainsi donc l'investissement privé total dans le secteur serait de l'ordre de 51,5 millions USD.

L'investissement privé national s'est considérablement ralenti au cours de la dernière décennie sous la pression conjuguée des contraintes principales : suspension des agréments et donc des exportations vers les marchés les plus rémunérateurs, baisse des rendements consécutifs à la surexploitation avérée de certaines ressources, pression de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Quelques investissements ont même déperissé, faute d'entretiens. On ne note aucun grand projet de partenariat entre privés guinéens et étrangers (holding) portant sur des potentiels de pêche sécurisés, même si quelques positionnements d'opérateurs de la sous-région sont signalés (2 ou 3 au total).

Il faut noter aussi parmi les fortes contraintes au Développement de l'investissement privé national la situation des rapports entre l'administration des pêches et les privés qui semblent teintée d'une méfiance forte, doublée d'une insatisfaction réelle des procédures en vigueur. Les opérateurs reprochent à l'administration de n'être que faiblement impliqués dans les processus décisionnels liés à la gestion de la ressource ou à l'organisation de l'activité du secteur. Une certaine concurrence déloyale de la part d'opérateurs étrangers, disposant de prolongements dans l'administration locale semble également pour partie responsable de ce climat de confiance atténuée entre les privés et l'administration du secteur.

V-3 Les financements des partenaires

V-3.1 Les partenaires techniques et financiers du secteur

Le secteur de la Pêche et de l'Aquaculture bénéficie de l'appui d'un certain nombre de partenaires techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux traditionnels dont l'appui existe depuis de nombreuses années et a eu un impact structurant pour le développement du secteur et d'autres, d'arrivées plus récentes, portés par l'impulsion et l'appui des pouvoirs publics pour un secteur dont il est attendu à la fois des résultats en terme de croissance économique mais aussi en terme de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des conditions nutritionnelles des populations.

Les principaux partenaires bilatéraux sont :

- Le Japon, à travers la JICA et l'ambassade, qui est un partenaire historique ayant financé des grandes actions dans la recherche halieutique, la formation, dans les infrastructures de valorisation, le matériel et les équipements de pêche, et qui semble s'intéresser maintenant en particulier aux infrastructures notamment de débarquement, etc. ;
- La France, à travers notamment l'AFD, qui appuie les projets de pisciculture notamment, mais qui dispose de bonnes prédispositions pour le renforcement des capacités de cadres, notamment ;
- Le royaume du Maroc, intéressé à réaliser et renforcer les moyens de débarquement et à appuyer la recherche halieutique et la formation ;

- La Chine, intéressée au renforcement des capacités des acteurs ;
- L'Union européenne qui intervient dans la pisciculture et la surveillance ;

Les principaux partenaires multilatéraux du secteur sont : la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD), la BADEA, la Banque Islamique de Développement, l'Union Européenne, la FAO.

La Banque Mondiale est un partenaire technique et financier du secteur de premier plan. Elle finance notamment le projet PRAO, en cours d'exécution, pour une enveloppe de plus de 15,4 millions USD mais aussi le PGIRE dont le volet guinéen porte sur environ 5 millions USD.

Les autres partenaires multilatéraux pourront être mobilisés dans le cadre d'un groupe consultatif global ou d'une table ronde spéciale au secteur de la pêche et de l'aquaculture.

V-3.2 Les financements mobilisés et projets en cours

Le Ministère des Pêches et de l'Aquaculture, à travers ses différentes entités constitutives, exécute un certain nombre de projets et actions dont les principaux sont :

V-3.2.1- Le Projet régional d'appui au secteur de la pêche en Afrique de l'Ouest (PRAO) :

Il s'agit d'un programme régional en faveur de 9 pays de la sous- région qui sont le Cap vert, la Gambie, le Sénégal, la Guinée Bissau, la Mauritanie, la Sierra-Léone (deuxième phase suspendue), la Guinée, le Ghana et le Libéria. Il s'agit d'accroître la part des richesses revenant au pays ; le projet guinéen porte sur une enveloppe de 15,4 millions de dollars US.

Les axes et les principales activités prévues dans le cadre du projet sont :

- ✓ Bonne gouvernance et gestion durable des pêches. Cet axe concerne l'émission des licences de pêches, les permis de pêche artisanale et diffusion de ces licences par catégorie de pêcheries, l'appui au fonctionnement de VMS par l'acquisition de balises pour les bateaux de pêche industrielle et l'appui au fonctionnement énergétique, aux plan d'aménagement global et par pêcheries, le recensement et l'immatriculation des pirogues, l'appui à l'évaluation des stocks pour au moins 4 campagnes par an pour 700 000 USD par an, etc. ;
- ✓ Réduction de la Pêche INN. Ce volet vise l'acquisition du patrouilleur pour 4 millions euros, mais pas encore l'amélioration de la couverture radar, le VMS pour la pêche industrielle, le renforcement des capacités, etc. qui sont des actions essentielles.
- ✓ Augmentation de la contribution des ressources maritimes à l'économie nationale (la valeur ajoutée au profit des populations et du pays). Ce volet vise le développement de pôles de débarquement telles les infrastructures à Koukoudé, à Boffa, près de 150 Km de Conakry comprenant un quai de débarquement, des hangars de traitement de poisson, le quai de Koukoudé et une fabrique de glace.

En plus, un appui à l'ONSPA est prévu à Belle-vue par :

- la construction des locaux de l'ONSPA sur le financement du FEM, à Bellevue ;
 - la réalisation d'un site de débarquement. Il faut noter ici qu'en appui à l'ONSPA, le NEPAD a recruté un expert pour réaliser les études sur les normes sanitaires.
- ✓ Suivi – évaluation et gestion du programme par l'unité régionale à la CSRP, y compris la gestion locale (500.000 USD reviennent à l'Unité de Coordination régionale pour l'appui à la mise en vigueur (lancement) et le suivi de sa mise en œuvre, après au cours de l'exécution du projet.

Il s'agit donc d'un financement global de la Banque Mondiale pour 10 millions USD, mise en œuvre par la CSRP avec un financement complémentaire du FEM pour 5,4 millions USD, soit 15,4 millions USD, au total. Le Gouvernement Guinéen met aussi 10% de cette enveloppe sur fonds propres portant le financement global à 16,9 millions de dollars.

Quelques contraintes subsistent dont la lenteur des procédures qui exigent à chaque fois la non objection, et qui a tendance assez souvent à tarder.

La durée d'exécution du projet est de 5 ans prévus initialement, mais avec une mise en vigueur sur 6 mois qui a pris finalement 14 mois. Globalement, la mise en œuvre de ce projet cadre parfaitement avec la période prévue pour l'actuel cadre d'investissement.

V-3.2.2- L'initiative du NEPAD

Il s'agit d'une initiative importante de l'agence du NEPAD qui se propose d'accompagner les efforts du Gouvernement guinéen dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture afin d'aider à porter sa stratégie pour l'atteinte de ses objectifs en harmonie avec la politique de l'union africaine dans le domaine.

Une enveloppe d'appui aux études est mobilisée et la possibilité d'appui à la recherche de financement est offerte, notamment auprès de l'U.E et d'autres partenaires au développement.

Dans ce cadre, l'U.E a mis 11 millions Euros pour accompagner la stratégie africaine et 5 millions Euros pour appuyer le Commerce des produits. La première enveloppe est exécutée par l'UA-BIRA qui en a rétrocédé 1,5 millions Euros au NEPAD. Le projet Commerce est mis en œuvre par WOLFISH qui en a rétrocédé 0,9 millions Euros au NEPAD. Les actuelles études, dont fait partie ce travail sur l'investissement, sont financées sur le volet UA-BIRA.

En résumé, l'initiative du NEPAD porte sur :

- un accord de coopération sur 3 ans pour réaliser quelques études techniques, mobiliser en commun des financements (portance stratégique) ;
- un appui de 300.000 USD dont une partie, financée sur budget propre du NEPAD est orientée pour l'acquisition des équipements de laboratoire.

V-3.2.3- Le projet PASAG

Le PASAG est un projet de 15 millions USD, sur financement de la Banque Mondiale (IDA). Il est doté d'une équipe légère (Coordinateur, Responsable administratif et financier, Responsable de la Passation des marchés, personnels d'appui).

Le PASAG comprend trois composantes :

- Renforcement des capacités sectorielles qui vise les révisions institutionnelles et réglementaires, la production de système d'information géographique (SIG), l'appui à l'approche sectorielle ;
- L'appui à la mise en œuvre du PNIASA à travers l'élaboration de schémas directeurs sous-sectoriels, la réalisation d'études de cadrage et d'affinement ;
- La gestion et la coordination des activités du projet.

Le PASAG travaille avec les quatre BSD des Départements du secteur rural qui sont le Ministère de l'agriculture, le Ministère de l'Environnement, le Ministère de l'élevage et le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture. Le PASAG appuie aussi les directions techniques et notamment l'Observatoire National des Pêches.

Les quatre Départements impliqués dans le PNIASA vont bénéficier dans le cadre du PASAG d'un système de Suivi –évaluation commun.

Il n'a pas été fait de répartition du financement ni entre les Départements ministériels impliqués, ni entre les stratégies sectorielles que ces Départements mettent en œuvre, si bien qu'il a été dans ces conditions difficile d'établir la quote-part revenant au MPA pour le financement des actions de développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture

V-3.2.4- Le programme PNIASA

Le Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire semble être un réceptacle global où sont versées les stratégies sous-sectorielles de quatre Départements liés au secteur rural (Ministère de l'agriculture, Ministère de l'Environnement, Ministère de l'élevage et Ministère des Pêches et de l'Aquaculture). Il est prévu le recrutement d'un expert en S/E pour deux ans pour les quatre Départements et aussi la formation de chaque BSD. La mise en œuvre du PNIASA repose sur le projet PASAG précédemment cité.

Le PNIASA se compose de cinq (5) programmes structurants qui couvrent tout le secteur rural depuis la production jusqu'à la commercialisation en passant par la conservation, la transformation, l'agro-industrie et l'agro-business. Ce plan a fait l'objet d'un business meeting qui n'a pas encore produit l'effet escompté.

V-3.2.5- Le Projet Grand Ecosystème Marin du Courant des Canaries (CCLME)

Le Grand Ecosystème Marin du Courant des Canaries (CCLME) est un projet sous régional qui couvre sept pays : Cap-Vert, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mauritanie, Maroc et Sénégal. Le CCLME présente une certaine originalité en raison de l'approche stratégique combinant les pêcheries et la gouvernance dans la gestion de l'écosystème. Il vise à améliorer la capacité des pays participants à traiter les problèmes relatifs aux déclin des pêcheries, aux menaces sur la biodiversité et sur la qualité de l'eau.

L'objectif du projet est de lutter contre la dégradation de l'écosystème marin du courant des Canaries causée par la surpêche, la modification de l'habitat et les changements de la qualité de l'eau par l'adoption d'une approche éco-systémique.

Ce grand système fournit des ressources alimentaires et économiques vitales pour les populations côtières et également pour une grande partie de l'Afrique occidentale. Il possède aussi l'une des productions les plus élevées de pêche parmi les grands écosystèmes marins africains. Sa zone côtière fournit également un habitat essentiel aux poissons, aux mangroves et un espace côtier et marin pour l'agriculture, l'aquaculture, le développement urbain, le tourisme et le transport. Il génère entre 20 à 30 % de la production mondiale des produits de mer et les prises dans sa zone varient entre deux et trois millions de tonnes par an qui sont dominées par les petits poissons pélagiques.

Le projet CCLME a une durée de 5 ans au niveau sous régional (2008-2013) ; mais pour la Guinée, le projet a démarré en août 2013 et s'étendra jusqu'en 2018, cadrant de ce fait bien avec le présent plan d'investissement. Ce projet est financé par le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM) avec des cofinancements des pays participants et d'autres partenaires (PRCM, AFD, Norvège, etc.) pour un financement global de près de 30 millions USD. Le volet guinéen du projet global porte sur un financement de 5 millions USD. Le CCLME est exécuté par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Programme de Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

Au niveau de la Guinée, le projet est géré par un Comité Interministériel National représentant cinq Départements ministériels (Agriculture, Environnement Eau et Forêt, Transport, la Recherche Scientifique et Pêche et Aquaculture). Le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture assure la tutelle du projet.

Ce projet comprend trois composantes :

- ✓ Processus multi-Etats et cadres de compréhension et de traitement des problèmes transfrontières prioritaires ;
- ✓ Ressources marines, visant le renforcement des politiques et de la gestion, fondé sur l'amélioration des connaissances et les acquis des actions de démonstration, pour affronter les problèmes transfrontières prioritaires relatifs au déclin des ressources marines du CCLME ;
- ✓ Biodiversité, habitat et de qualité de l'eau, qui vise le renforcement des connaissances, capacités et politiques de base nécessaires à l'évaluation et à la gestion

transfrontières des habitats, de la biodiversité et de la qualité de l'eau, essentiels pour la pêche.

V-3.2.6- Le Projet Rizipisciculture

Le projet Rizipisciculture consiste à accompagner les groupements de producteurs par des actions de formation et de conseils, de structuration de la profession et de sa fédération, de recherche –développement et de suivi des performances et impacts de cette activité.

Le projet comprend cinq composantes qui sont :

- ✓ Coordination du projet,
- ✓ Animation et formation,
- ✓ Aménagement d'étangs,
- ✓ Appui à la profession,
- ✓ Evaluation-recherche.

En principe, si les activités sont menées à bon terme, il est attendu qu'au bout de la 5^{ème} année du projet 1480 pisciculteurs exploiteront 450 ha et produiront 350 tonnes de poisson et 1000 tonnes de riz dans 5 préfectures de la région forestière.

Le financement est assuré par l'AFD et l'Union européenne pour un coût global de 4,68 millions Euros, soit l'équivalent de 5,5 millions USD. La durée du projet est de 5 ans prévus de 2013 à 2018. L'essentiel du travail restant à faire, on peut aussi considérer que ce projet cadre bien avec la période d'exécution de l'actuel plan d'investissement du secteur de la pêche et de l'aquaculture.

V-3.3 Les positionnements existants

Il existe quelques positionnements déjà annoncés par un certain nombre de pays ou de bailleurs multilatéraux sur les projets ou actions d'envergure en appui au secteur de la pêche et de l'aquaculture. Le but de cette partie est d'en faire l'inventaire, pour les intégrer comme financements acquis dans le cadre de la mobilisation du financement global de ce plan de développement.

V-3.3.1- La réalisation de débarcadères sur appui du Maroc

Le Maroc va construire deux points de débarquement, dédiés spécialement aux débarquements destinés à l'exportation, le tout pour un financement global de 5 millions USD.

V-3.3.2 - La réalisation d'infrastructure par le Japon

Ce projet porte sur la 3^{ème} phase d'aménagement du port de pêche artisanale de Boulbinet et l'aménagement du port de pêche artisanale de Kapor pour un financement global de près de 10 millions USD. Le financement est acquis.

V-3.3.3 - Le Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau

Le programme de gestion intégré des ressources en eau (PGIRE) est un programme de valorisation des potentialités du fleuve Sénégal financé par la Banque mondiale pour le compte de l'OMVS, pour les 4 pays limitrophes du fleuve Sénégal.

Le projet guinéen, composante du volet pêche du PGIRE II, porte sur un volume global de 5 millions USD consacré, à parts égales, à la pisciculture et à la pêche continentale. Il se propose, après avoir mené des études diagnostic de caractérisation de l'activité de pêche continentale, de réaliser un programme de formation adapté aux besoins des pêcheurs et groupements de pêcheurs et de financer des infrastructures de développement, notamment de la pêche continentale.

V- 4 Analyse des gaps de financement et identification de bailleurs potentiels

Globalement, tous engagements fermes de financements confondus, on peut estimer l'apport déjà mobilisé sur financements des PTF à 45,7 millions USD répartis entre 10 projets, programmes et actions de développement et cinq principaux partenaires bilatéraux et multilatéraux.

L'Etat devrait apporter une enveloppe très probable de l'ordre de 13,6 millions USD répartie entre ses apports en budgets d'investissement du secteur pour 9 millions USD sur cinq ans et ses apports en contreparties des projets à financement acquis pour 4,6 millions USD.

Le total des financements mobilisés pour l'exécution du plan d'investissement sur les cinq prochaines années est donc de 59,3 millions USD, soit environ 22% du volume global requis.

Le gap global restant à mobiliser est donc de 212 millions USD, soit près de 78% du financement nécessaire. Cette enveloppe est à rechercher auprès des partenaires techniques et financiers de la Guinée.

Le tableau suivant reprend en détail les besoins de financement des axes et projets du plan d'investissement du secteur pour les cinq prochaines années, ventile les ressources déjà mobilisées entre les projets identifiés et dégage, par axes, programme et action, les reliquats de financement encore à rechercher.

Ce tableau donne aussi une pré-identification des possibilités de mobilisation des financements qui se base sur l'historique des positionnements des PTF et leurs choix habituels parmi les créneaux offerts au sein du secteur de la Pêche et de l'Aquaculture de la Guinée.

Pour l'essentiel, ces positionnements se basent sur l'analyse des financements actuellement en cours d'exécution dans d'autres pays de la sous-région ou de par le monde par ces partenaires techniques et financiers ou leurs guichets respectifs.

Il s'agit d'un effort pouvant être capitalisé pour initier une première démarche de recherche de financement mais qui ne peut se substituer à la connaissance pratique de l'historique de la coopération internationale de la Guinée, dont les ministères en charge de la coopération internationale, des affaires étrangères sont aussi les premiers dépositaires.

Tableau 4 : Analyse des gaps de financement et identification de bailleurs potentiels

Axe principal	Programme /Projets	Financement requis (millions USD)	Financement acquis (millions USD)	Bailleur (s)	Reliquat à rechercher	Bailleur (s) potentiel (s)
Renforcement de la gouvernance du secteur / gestion durable des pêcheries	Appui à la recherche halieutique	4,5	0,7 3	BM/PRAO CCLME	0,8	Japon, France
	Mise en place de plans d'aménagement et de gestion	0,6	0,6	CCLME	0	FAO / ICB
	Appui à la surveillance des pêches	15	4 1	BM/PRAO CCLME	9,6	KfW (Allemagne), Japon
	Renforcement des capacités (appuis ONP, BSD, etc.)	4	0,4	CCLME	3,6	KfW (Allemagne), France
	<i>Total axe 1</i>	24,1	9,7		14,4	
Développement de la pêche maritime -Programme pêche industrielle -Programme	Port de Pêche industrielle	94,5	0		94,5	Projet PPP, BAD, BM (BIRD)
	Appui à l'acquisition d'une flotte de pêche industrielle	10	0		10	
	Appui aux villages de pêches (pôles de	30	4,7 5	BM/PRAO Maroc	10,3	BAD, BID, Fonds OPEP

pêche artisanale	développement)		10	Japon		
	Lignes de crédit pour mutuelles de pêche artisanale	7	0		7	BAD, BID
	Construction Embarcations mises aux normes	2,5	0		2,5	Japon
	<i>Total axe 2</i>	144	19,7		124,3	
Développement pêche continentale	Etudes prospectives de détermination des potentialités de pêche continentale	1	0,5	BM/PGIRE	0,5	Chine, Egypte
	Réalisation de Débarcadères de pêche continentale	10	1	BM/PGIRE	9	Projet PPP, BID, BAD
	Centrale d'achats d'intrants de pêche continentale	4	1	BM/PGIRE	3	BAD
	<i>Total axe 3</i>	15	2,5		12,5	
Développement de l'aquaculture et de la pisciculture	Caractérisation potentialités aquacoles et réalisation de fermes pilotes	2	0,8	UE-AFD /Projet Guinée Forestière	1,2	Chine, Egypte

	Développement sites piscicoles	4,7	4,7	UE-AFD / Projet Guinée Forestière	0	Chine, Egypte
	Pisciculture intensive	5		UE-AFD / Projet Guinée Forestière	4,9	PPP, Projets pour privés nationaux avec des facilités
			0,1			
	Mise en valeur des potentialités du fleuve Sénégal	5	2,5	BM- OMVS PGIRE	2,5	BM/IDA
	Renforcement des capacités de la DNP	1	0		1	Chine, France
	<i>Total axe 4</i>	<i>17,7</i>	<i>8,1</i>		<i>9,6</i>	
Développement de la consommation intérieure de poisson	Réalisation de centres de stockages	6	0		6	Espagne, UE
	Réseaux de distribution (poissonneries pilotes)	2	0		2	Espagne, UE
	<i>Total axe 5</i>	<i>8</i>	<i>0</i>		<i>8</i>	
Promotion des produits de Pêches	Réalisation siège ONSPA	3	3	BM/PRAO	0	
	Renforcement moyens de contrôles et d'analyses	3,5	0,3	NEPAD	3,2	U.E, Maroc

	Appui à la qualité de produits	4,5	0 1,4		4,5	JICA
	Réalisation d'infrastructures de valorisation (fumage, autres)	5		BM/PRAO	3,6	JICA, BAD
	<i>Total axe 6</i>	16	4,7		11,3	
Actions transversales	Programme de renforcement des capacités du secteur	19	0,15	NEPAD	19	Chine, France, Maroc
	Programme d'appui aux activités de pêche	15	0		15	BAD, BID
	Programme de promotion des produits de pêche	10	1,1	BM/PRAO	8,9	UE, FAO
	Fonds d'études stratégiques	2,4	0		2,4	Gouvernement Guinéen
	<i>Total actions transversales</i>	46,4	1,1		45,3	
Total	23 projets et actions spécifiques et 4 programmes ou actions transversales	271,2	45,7		225,5	Sans tenir compte des financements Etat guinéen et des budgets affectés aux fonctionnements de projets

V- 5 Evaluation détaillée des besoins d'investissement

L'objet de cette partie est, après avoir réalisé une identification initiale des sources possibles de financement des reliquats restant à mobiliser, de dresser les besoins annuels pour la mise en œuvre du plan d'investissement du secteur de la pêche et de l'aquaculture pour les cinq prochaines années et de définir une approche, pour la mobilisation des partenaires techniques et financiers.

V-5.1 Les besoins annuels de financement

Le tableau suivant apporte, pour chacun des projets et actions, un profil d'évolution proposé pour les cinq années de mise en œuvre du plan ainsi que les volumes annuels de financement qui en découlent.

Tableau 5 : Evaluation des besoins annuels de mise en œuvre du plan

Axe principal / Programmes	Projets / actions	Financement (millions USD)	2016	2017	2018	2019	2020
Renforcement de la gouvernance du secteur / gestion durable des pêcheries	Appui à la recherche halieutique	4,5	25%	25%	20%	15%	15%
		Financement annuel	1,125	1,125	0,9	0,675	0,675
	Appui à la surveillance des pêches	15	25%	30%	20%	15%	10%
		Financement annuel	3,75	4,5	3	2,25	1,5
	Mise en place de plans d'aménagement et de gestion	0,6	40%	40%	10%	5%	5%
		Financement annuel	0,24	0,24	0,06	0,03	0,03
	Renforcement des capacités de l'Administration centrale (ONP, BSD, suivi-évaluation, formation et recyclage)	4	40%	40%	20%	0%	0%
		Financement annuel	1,6	1,6	0,8	0	0
	Total axe 1	24,1	6,715	7,465	4,76	2,955	2,205
Appui à la Pêche maritime - Programme 1 : Appui à la pêche industrielle	Port de Pêche industrielle	94,5	10%	20%	30%	30%	10%
		Financement annuel	9,45	18,9	28,35	28,35	9,45
	Fonds d'appui à la flotte industrielle	10	30%	40%	30%	0%	0%
		Financement annuel	3	4	3	0	0

- Programme 2 : Appui à la pêche artisanale	Lignes de crédits de la pêche artisanale (appuis aux mutuelles)	7	20%	20%	20%	20%	20%
		Financement annuel	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4
	Appui divers aux pôles de développement de la pêche artisanale (villages de pêche, infrastructures légères, halles, offre de glace)	30	20%	20%	20%	20%	20%
		Financement annuel	6	6	6	6	6
	Construction barques mises aux normes (fibres de verre, etc.)	2,5	25%	35%	40%	0%	0%
		Financement annuel	0,625	0,875	1	0	0
	Total axe 2	144	20,475	31,18	39,75	35,75	16,85
Développement pêche continentale	Etude prospective de détermination des potentialités de pêche continentale (caractérisation stocks)	1	50%	50%	0%	0%	0%
		Financement annuel	0,5	0,5	0	0	0
	Aménagements de 10 débarcadères de pêche continentale	10	10%	30%	40%	20%	0%
		Financement annuel	1	3	4	2	0
	Mise en place d'une centrale d'achat de matériels et d'équipements de pêche	4	20%	20%	20%	20%	20%
		Financement annuel	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
	Total Axe 3	15	2,3	4,3	4,8	2,8	0,8
Développement de l'Aquaculture et de la Pisciculture	Caractérisation potentialités aquacoles et réalisation de fermes pilotes	2	10%	20%	30%	20%	20%
		Financement annuel	0,2	0,4	0,6	0,4	0,4
	Développement sites piscicoles	4,7	20%	20%	20%	20%	20%
		Financement annuel	0,94	0,94	0,94	0,94	0,94

	Pisciculture intensive	5	20%	20%	20%	20%	20%
	Financement annuel		1	1	1	1	1
	Mise en valeur des potentialités du fleuve Sénégal	5	10%	20%	25%	25%	20%
	Financement annuel		0,5	1	1,25	1,25	1
	Renforcement des capacités de la DNP	1	20%	20%	20%	20%	20%
	Financement annuel		0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
	Total axe 4	17,7	2,84	3,54	3,99	3,79	3,54
Développement de la consommation intérieure de poisson (Sécurité alimentaire)	Réalisation de centres de stockages	6	20%	20%	20%	20%	20%
	Financement annuel		1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
	Réseaux de distribution (poissonneries pilotes)	2	20%	20%	20%	20%	20%
	Financement annuel		0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
	Total axe 5	8	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
Promotion des produits de Pêches	Réalisation du siège de l'ONSPA	3	40%	60%	0%	0%	0%
	Financement annuel		1,2	1,8	0	0	0
	Renforcement des moyens de contrôles et d'analyses	3,5	35%	35%	10%	10%	10%
	Financement annuel		1,225	1,225	0,35	0,35	0,35
	Appui à l'amélioration de la qualité de produits	4,5	30%	30%	20%	10%	10%
	Financement annuel		1,35	1,35	0,9	0,45	0,45
	Appui aux infrastructures de valorisation (fumage, etc.)	5	20%	20%	20%	20%	20%
	Financement annuel		1	1	1	1	1
	Total axe 6	16	4,775	5,375	2,25	1,8	1,8
Actions transversales	Programme de renforcement des capacités du secteur	19	20%	20%	20%	20%	20%
	Financement annuel		3,8	3,8	3,8	3,8	3,8

	Programme d'appui aux activités de pêche	15	20%	20%	20%	20%	20%
		Financement annuel	3	3	3	3	3
	Programme de promotion des produits de pêche	10	20%	20%	20%	20%	20%
		Financement annuel	2	2	2	2	2
	Fonds d'études stratégiques	2,4	40%	50%	10%	0%	0%
		Financement annuel	0,96	1,2	0,24	0	0
	Total Programmes et actions transversales	46,4	9,76	10	9,04	8,8	8,8
Total	23 projets et actions spécifiques et 4 programmes ou actions transversales	271,2	48,5	63,5	66,2	57,5	35,6

Ainsi donc, la mise en œuvre du PISPAG requiert 48,5 millions USD dès la première année 2016. Les besoins de financement du plan se chiffrent aussi à 63,5 millions USD en 2017, puis 66,2 millions USD en 2018, puis 57,5 millions USD en 2019 et en fin 35,6 millions USD en 2020.

Cette progression accompagne convenablement le secteur en consacrant une remise à niveau de la formation dans la première et la deuxième année, des investissements massifs en infrastructures de production sur la deuxième et la troisième année générant une montée en régime capable d'accompagner le développement du secteur sur le long terme.

VI – Mécanismes de mise en œuvre du plan d'investissement

VI-1 Renforcement de la coordination interministérielle

La mise en œuvre du Plan d'Investissement du Secteur des Pêches et de l'Aquaculture Guinéen implique différents Départements ayant des mandats qui se chevauchent avec les domaines couverts par le Département en charge, dont on peut citer le Ministère de l'Agriculture, celui de la Défense, celui du Commerce, de l'Environnement sans parler des Départements en charge de la conduite de la politique de développement économique (Plan, Economie et Finances).

Les principaux besoins de coordination et d'articulation des politiques du MPA avec ces ministères concernent :

- L'articulation des politiques de gestion des pêches notamment la fiscalité de pêche avec le Ministère des Finances ;

- L'articulation des politiques dans les domaines de la formation maritime avec les Départements concernés ;
- L'articulation des politiques dans les domaines de la préservation de l'environnement marin, de la biodiversité marine et côtière, et l'aménagement du littoral en lien avec le Département en charge de l'Environnement ;
- La coordination avec le Ministère des Transports.

Pour assurer une bonne coordination dans la mise en œuvre efficace du plan d'investissement, il est proposé un dispositif institutionnel de pilotage comprenant :

- **Un Cadre de Pilotage Stratégique Interministériel**, basé sur un Comité Interministériel, présidé par le Ministre du Plan et dont le secrétariat est assuré par le MPA. Ce cadre décisionnel interministériel, de haut niveau, constitue l'organe multisectoriel de pilotage du Plan d'investissement. Son mandat est de veiller au suivi des grandes orientations, et de mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation des Programme et Projets prioritaires définis dans le cadre de ce plan ainsi que de valider les propositions d'actualisation du Cadre d'investissement en cohérence avec la Stratégie des pêches et de son plan d'action et les autres politiques publiques concernées.
- **Un Comité Technique Interministériel présidé par le MPA**. Ce Comité intervient au niveau opérationnel ; il constitue l'organe de coordination et d'opérationnalisation de la mise en œuvre du Plan d'Investissement. Il a en outre la charge de procéder au suivi et à l'évaluation de sa mise en œuvre. Il comprend, au tour du point focal MPA qui sera le BSD, les directions centrales les plus indiquées au sein des autres Départements (promotion de l'investissement, politiques économiques et stratégies de développement, main d'œuvre maritime, environnement marin, etc.)

VI-2 Renforcement de la coordination des services du MPA

Pour le suivi et l'évaluation du Cadre d'Investissement au niveau du secteur des pêches et de l'aquaculture, la coordination des services du MPA devrait être davantage efficace. Le BSD devrait y jouer un rôle d'appui plus efficace auprès du secrétariat général du Département.

Pour cela, le BSD devra être fortement renforcé sur le plan humain et par des outils de planification/suivi évaluation ainsi qu'un important plan ad hoc de renforcement des capacités à exécution rapide, comprenant des formations sur le management des projets, les méthodes et système de suivi et évaluation de politiques sectorielles.

Le BSD s'appuiera sur un certain nombre d'institutions clefs, directement impliquées dans l'exécution de ce Cadre d'Investissement, notamment CNSP, CNSHB, l'ONP, l'ONSPA.

La mise en œuvre du Plan d'investissement va nécessiter la mobilisation de ressources financières adaptées et alignées sur les priorités définies. Pour ce faire, il est prévu :

- De mettre en place un mécanisme permettant d'asseoir de façon pérenne le financement courant des fonctions et services de la gestion des pêches (recherche, surveillance,

contrôle sanitaire et formation) à travers une réaffectation d'une fraction de la rente halieutique extraite au titre des redevances d'accès. Il est proposé que la mise en œuvre d'un tel mécanisme soit étudiée dans le cadre du Programme de réforme institutionnelle du MPA qui sera, au besoin, financé sur les ressources du fonds d'études stratégiques ;

- De créer un Fonds d'investissement pour le financement des grands projets structurants du secteur (infrastructures de débarquement, sièges des institutions du système de gestion, moyens navigants pour la recherche et la surveillance...). Les ressources ainsi mobilisées peuvent faire l'objet d'emprunts dont le remboursement serait réalisé grâce aux redevances mobilisées.

VI-3 Renforcement de la concertation avec les PTF du secteur

La concertation avec les partenaires techniques et financiers est la cheville ouvrière de mise en œuvre de toute politique de développement dans les pays moins avancés. Il est donc proposé de :

- Mettre en place un dispositif institutionnel de coordination, de suivi et d'évaluation de l'aide au développement au niveau du MPA qui s'appuiera, entre autres, sur le fonctionnement des groupes de bailleurs de la pêche. Ce dispositif de concertation et d'échanges aura pour but de stimuler le financement des investissements au niveau des programmes et projets prioritaires du plan d'investissement et ainsi de mieux aligner l'Aide sur les priorités sectorielles en complément des ressources allouées par le Gouvernement. Certains financements de l'aide pourront s'inscrire dans le cadre d'approches projets globaux de synergie, mais assurant les visibilités de l'aide en général requise par chaque bailleur, pour appuyer les priorités déjà identifiées dans le cadre du plan d'investissement, d'autres appuis pourraient alimenter le Fonds d'investissement (orientation vers une approche d'Aide Budgétaire Sectorielle) ;
- Œuvrer à la réalisation d'une table ronde des bailleurs bilatéraux et multilatéraux pour le financement du plan d'investissement du secteur. Cette table ronde pourrait être l'occasion de mobiliser des bailleurs non représentés en Guinée qui ne seraient pas touchés par un groupe de concertation des PTF institutionnalisés. Il s'agit d'une manifestation qui consacrerait l'engagement des partenaires les plus intéressés au tour de projets phares du secteur et qui constituerait l'occasion d'exposer les gaps à rechercher afin de faciliter le positionnement, en synergie, de bailleurs de moindre envergure.

Enfin, il conviendrait aussi :

- D'œuvrer à la conclusion d'accords de partenariats de pêche incluant à chaque fois un volet appui sectoriel au développement pouvant être affecté dans le cadre d'un outil de financement de type CAS mais fongible au Budget du Département ;

- De mener une réflexion poussée pour la mise en place de mécanismes de financement du secteur privé adaptés (ressources longues), dans le cadre d'un système de gestion des pêches, réformé et fondé sur des droits de pêche garantis et sécurisés par l'Etat sur le long terme. Ainsi la création d'une banque spécialisée (du type crédit maritime) répondant aux caractéristiques et besoins de financement des entreprises du secteur pêche pourrait être envisagée car elle deviendrait ainsi plus crédible.

VI-4 Approches de mobilisation des financements

Il s'agit à proprement parler d'une action de longue haleine qui devra être menée par le Ministère notamment le point focal stratégie, le BSD, l'ensemble des partenaires impliqués dans la portance du plan d'investissement et de la stratégie constituant le noyau dur de l'initiative (MPA, NEPAD, autres) auprès des partenaires techniques et financiers du pays.

La pré-identification réalisée dans le tableau 4 pourrait servir comme point de départ de l'approche des partenaires techniques et financiers dont la mobilisation sera faite selon le schéma de concertation.

La dimension politique de ce travail ne doit jamais être perdue de vue car l'essentiel de la portance restera toujours à ce niveau. Le renforcement de la coordination interne au Département aidera aussi à cibler davantage les priorités, à étayer l'argumentaire des projets et une bonne coordination intergouvernementale telle que proposée dans le cadre de ce plan restera incontournable pour la mobilisation des financements requis.

Il convient également de ne pas négliger la possibilité d'obtenir des financements notamment de grandes infrastructures auprès de partenaires privés selon les mécanismes du Partenariat Public Privé maintenant bien établi dans certains pays, qui y orientent quasiment systématiquement leurs infrastructures importantes telles que les routes, par exemple. Ici, il pourrait s'agir de ports et de débarcadères de pêche pour peu que les études de faisabilité étayent suffisamment les données sur la rentabilité des investissements qui y seront consacrés.

VII - Analyse des risques de mise en œuvre et mesures de mitigation

VII-1 Les principaux risques potentiels de mise en œuvre du Plan d'Investissement

Les principaux risques associés à la mise en œuvre des programmes et projets identifiés dans l'actuel Plan d'Investissement sont :

- Une prise de conscience insuffisante des parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du plan d'investissement de l'exigence d'acquérir rapidement la maîtrise de la régulation de l'accès à la ressource, le contrôle des investissements privés dans le secteur pour ajuster le système de gestion aux conditions de rareté de la ressource et revenir ainsi vers de meilleures conditions de durabilité ;

- L'insuffisance de compétences des ressources humaines chargées de mettre en œuvre les programmes et projets et le chantier des réformes, notamment au niveau de la gouvernance ;
- La difficulté de mobilisation des financements pérennes nécessaires à la réforme du secteur du fait de la dissipation de la rente halieutique ;
- Le déficit de coordination de l'aide publique au développement sectoriel pour promouvoir un appui cohérent de la part des bailleurs de fonds ;
- La démobilitation du secteur privé fortement atteint par les conséquences de la suspension des exportations et le faible niveau de confiance dans la capacité de l'administration à relever le défi rapidement ;
- L'instabilité institutionnelle de l'administration chargée de la mise en œuvre du Plan d'investissement du secteur.

VII-2 Mesures de mitigation envisagées

En réponse aux risques potentiels identifiés ci-dessus, quelques mesures de remédiations peuvent être proposées, parmi lesquelles on peut citer :

- La mise en place d'un comité de pilotage du plan d'investissement permettant une prise de conscience à un niveau politique élevé du grand intérêt pour l'avenir de ce secteur à fort potentiel de croissance et d'impact sur l'économie nationale ;
- Le renforcement de la portance de la stratégie du secteur et notamment de la mise en œuvre du plan d'investissement par la capitalisation forte de la dynamique africaine dans le secteur de l'agriculture assise sur les décisions ad hoc de l'union africaine notamment la déclaration de Malabo et la capitalisation des efforts du NEPAD dans ce cadre ;
- Le renforcement de la Coordination entre le MPA et ses partenaires traditionnels en associant le Ministère du Plan et le Ministère des Finances, comme il a été dit plus haut et en renforçant le dialogue sur l'urgence qu'il y a à investir :
 - ✓ dans le renforcement du capital humain ;
 - ✓ dans l'opérationnalisation rapide de l'outil de contrôle et de suivi sanitaire (ONSPA) ;
 - ✓ dans les moyens de valorisation des captures.
- Le renforcement des capacités des ressources humaines au niveau du MPA à travers notamment :
 - ✓ La rationalisation des compétences disponibles ;

- ✓ La motivation du personnel : avancements exceptionnels, formation, responsabilisation, reconnaissance des mérites, instauration de primes ;
- Le renforcement de la coordination et de la portance internes au MPA notamment par un rôle plus accru du BSD et une meilleure efficience de la synergie intérieure au Département (réunions séquentielles de suivi et évaluation, rapports de suivi semestriel de la mise en œuvre, etc.).

VIII – Conclusions et recommandations

Les ressources halieutiques guinéennes sont diversifiées, avec des potentiels maritimes importants, de grandes perspectives en pêche continentale et en aquaculture. Les potentiels annuels extractibles de façon durable de ces ressources, qui sont de l'ordre de 150 000 à 200 000 tonnes, toutes ressources confondues, ont pu être évaluées à environ 350 millions USD.

Mais, la majorité des ressources maritimes guinéennes sont surexploitées, et le potentiel piscicole demeure faiblement mis en valeur.

Les débarquements restent relativement faibles (50% des captures maritimes), la valorisation locale limitée et les bénéfices globaux sensiblement atténués, notamment par la suspension des exportations vers les marchés les plus rémunérateurs.

Cette situation a participé à la détérioration notable de l'outil de production du secteur privé opérant dans le domaine de la pêche en Guinée.

Par ailleurs, la remise à niveau du secteur nécessite des efforts conséquents pour renforcer la gouvernance et la gestion durable, promouvoir la pêche maritime, la pêche continentale et la pisciculture, impulser le développement de l'aquaculture marine, promouvoir la consommation intérieure et la valorisation locale des produits.

Un plan d'investissement ambitieux, évalué à 271,2 millions USD environ sur les cinq prochaines années, est proposé dans ce cadre, avec des programmes et projets ciblés et des actions transversales de remise à niveau du secteur.

Ce plan porte une attention particulière à la pêche maritime industrielle et surtout artisanale, consacre l'importance d'investissements massifs en infrastructures de débarquements et de transformation et un puissant programme de valorisation des produits centré sur la mise aux normes pour lever la suspension des exportations et promouvoir la valorisation locale.

L'Etat guinéen apporte une contribution non négligeable mesurée par l'analyse de l'historique des budgets d'investissement, exprime la volonté d'accompagnement par des financements complémentaires à tous projets mobilisant un ou des engagements fermes de partenaires, mais son effort semble ralenti notamment par la faible préparation des projets et un contexte d'expectative des partenaires.

La grande majorité des financements requis reste à mobiliser (78%), pour une enveloppe avoisinant deux cents douze millions de dollars américains (212 000 000 US\$) qui semble, cependant à portée de l'Etat guinéen, compte tenu de la valeur de ses ressources et de la dynamique de portance mobilisée autour du secteur, attestée par la volonté politique affirmée aux plus hauts niveaux et un contexte régional et continental favorables.

Un effort d'identification important a été fait sur la base des positionnements connus des PTF ; il reste à capitaliser localement par une approche ciblée et une dynamique de concertation à établir et à inscrire dans la continuité.

La mise en œuvre efficiente de ce plan d'investissement requiert, sans doute aussi, le renforcement des capacités du personnel, le renforcement de la coordination au sein du Département, un important effort en suivi et évaluation et la mise en œuvre de mécanismes de coordination avec les autres Département impliqués et une forte mobilisation des partenaires techniques et financiers.

A l'issue de cette analyse, on peut avancer les recommandations suivantes visant à faciliter la mise en œuvre du plan d'investissement proposé :

- Mettre en place, sur fonds propres de l'Etat, une importante enveloppe financière dans le but de conduire à maturité les études préliminaires de principaux projets proposés ;
- Instaurer une dynamique de concertation avec le secteur privé local visant son implication dans tous les mécanismes de gestion durable de la ressource et la surveillance des conditions d'exercice d'une pêche durable et responsable dans les eaux guinéennes ;
- Mettre en place un groupe de concertation et de travail avec les Partenaires Techniques et Financiers du secteur, renforcer et dynamiser la concertation interne avec un pilotage plus efficient impliquant fortement le BSD, sous la supervision et le suivi des plus hautes autorités du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture ;
- Œuvrer à la réalisation, d'ici à juin 2016 au plus tard, en concertation avec les Départements Ministériels concernés (Plan, Economie et Finances, Coopération internationale, etc.) d'une table ronde sur le financement du secteur réunissant l'ensemble des partenaires techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux intéressés ;
- Renforcer les échanges, avec les pays de la sous-région, à travers des missions techniques et stages de recyclage pour les hauts cadres du Département, en priorité sur l'aménagement des ressources, la gestion de la qualité, le management stratégique.